



**APPROVISIONNEMENT
DE L'EUROPE
EN GAZ**

L'Algérie courtisée

Lire l'article de
A. Zerzouri page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

CONSEIL DE LA LIGUE ARABE

Recadrer «l'action commune arabe»

Lire l'article de Ghania Oukazi page 2



RISQUES MAJEURS

**Un plan de
prévention
présenté
demain**

Lire l'article de
Ghania Oukazi
page 3

OPINION

**Réflexions
sur la
question
linguistique**

Par Ahmed Houari
P. 5 & 6

SAHARA OCCIDENTAL

Les bons signaux de De Mistura

Lire l'article de R. N. page 4



Nigeria: noyade d'une centaine de terroristes fuyant une offensive

P. 16



Conseil de la Ligue arabe Recadrer «l'action commune arabe»

En prévision du 31^{ème} Sommet des Etats de la Ligue arabe prévu les 1 et 2 novembre prochains à Alger, le Conseil de la Ligue arabe réunit depuis hier, au Caire, les ministres des Affaires étrangères de ses Etats membres autour d'un ordre du jour de plus d'une vingtaine de points.

Ghania Oukazi

C'est sous la présidence de la ministre libyenne des Affaires étrangères, Najla Man-gouch, que le Conseil des ministres arabes des Affaires étrangères a ouvert, hier dans l'après midi, les travaux de sa 158^{ème} session en présence du Secrétaire Général de la Ligue des Etats arabes, d'un représentant du Secrétaire général de l'ONU et du responsable de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

Des sources diplomatiques du Caire rapportent cependant que «dès l'installation de la ministre des Affaires étrangères libyennes à la tribune de la 158^{ème} édition du Conseil des MAE de la Ligue arabe, pour prononcer son discours, la délégation égyptienne a quitté la salle des travaux en signe, disent-elles, «de non reconnaissance du gouvernement libyen d'Union nationale que dirige Abdelahamid Dbeibah». La Syrie n'a pas non plus assisté à cette réunion du Caire. «D'où l'importance et la pertinence du Sommet d'Alger», soulignent des diplomates bien au fait de l'action arabe.

En préparation du Sommet arabe d'Alger, les chefs de la diplomatie arabes tentent de recadrer en quelque sorte «l'action commune arabe» autour des nombreuses problématiques qui marquent la région. C'est dans ce sens qu'ils se sont entendus pour aborder plus d'une vingtaine de points qui se réfèrent tous aux situations complexes avec en tête la Cause palestinienne. Les participants doivent réfléchir sur «le suivi des évolutions politiques en Palestine occupée, le conflit israélo-arabe et la réactivation de l'initiative arabe de paix, violations israéliennes à El Qods, occupée, constructions de colonies israéliennes, le mur de séparation, El Intifadah, les prisonniers palestiniens, les réfugiés, l'UNRWA, le développement économique». Comme 2^{ème} titre, les MAE arabes se pencheront sur «les affaires arabes et la sécurité nationale, solidarité avec le Liban, situation en Syrie, Libye, Yémen, occupation par l'Iran des trois îles des Emirats arabes unis, sécurité maritime et énergie dans la région du Golfe arabe, position arabe unifiée contre les in-

cursions turques en Irak», ingérences turques dans les affaires internes des pays arabes, soutien et développement au Soudan, aux îles Comores, les dangers de l'armement d'Israël sur la sécurité arabe et la paix dans le monde, création d'une zone dénucléarisée et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, relations arabes avec les institutions régionales et internationales (candidatures arabes à l'ONU et agences onusiennes spécialisées), dialogue et coopération arabe-Europe, relations araborusses, coopération avec la Chine, le Japon, l'Inde, l'Asie centrale...». L'ordre du jour comporte aussi une série de questions économiques.

LA RÉFORME DE LA LIGUE ARABE AU SOMMET D'ALGER

Il est prévu, bien sûr, pour les MAE arabes de discuter de l'ordre du jour du Sommet d'Alger de novembre. On apprend qu'en plus de «l'action commune arabe», la centralité qu'elle recherche pour la Cause palestinienne et la nécessaire réactivation de l'initiative arabe de paix, l'Algérie a réintroduit le point relatif «aux nécessaires réformes» de la Ligue arabe à travers entre autres la révision du fonctionnement de ses instances, d'une présidence tournante, du vote de ses membres... Une Ligue qui compte 22 membres et dont la création date du 22 mars 1945 avec l'aide des Britanniques qui avaient parrainé, à cet effet, la conférence d'Alexandrie du 25 septembre 1944.

Mais avant toute chose, présidentant toutefois la délégation algérienne qui participe à la réunion du Conseil des MAE arabes au Caire, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger (MAECNE), Ramtane Lamamra a déclaré hier que «ma première mission à mon arrivée au Caire était de remettre la lettre d'invitation du Président Abdelmadjid Tebboune au Président de l'Etat palestinien, Mahmoud Abbas, pour participer au Sommet arabe. «Le président palestinien a exprimé sa forte volonté d'y participer (...), a-t-il dit. Un communiqué du MAECNE a fait savoir que dès son arrivée le lundi soir, et en transmettant l'invitation à Mahmoud Abbas, Lamamra a «réitéré l'engagement permanent de l'Algérie à soutenir les



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Qui va piloter le deuxième plan cancer 2022-2026? «Je charge-

rais une personne qui sera, bien entendu, consensuelle pour la prise en charge de ce deuxième plan cancer», avait indiqué le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, à la fin du mois de juin dernier, lors d'une rencontre sur la validation des guides thérapeutiques en oncologie médicale. Si l'on se fie à cette déclaration, le Pr Messaoud Zitouni, chargé du suivi et de l'évaluation du premier Plan national de lutte contre le cancer 2015/2019, ne sera pas reconduit dans ses missions.

Le ministre a dans ce sens tenu, par la même occasion, à rendre hommage à tous ceux qui ont contribué à la réussite du premier plan cancer, affirmant que l'Etat mettra tous les moyens logistiques pour la réussite de ce deuxième plan, qui «démarrera rapidement», a-t-il soutenu devant l'assistance. A la fin du mois de juin, le ministre de la Santé avait annoncé que le lancement de ce plan est prévu «dans les prochaines semaines», mais rien à l'horizon plus de deux mois après cette annonce ! Rien également au sujet de la personne qui doit prendre en charge ce deuxième plan cancer. Rappelons que le lancement du deuxième plan cancer prévu en 2020, pour s'étaler jusqu'en 2024, a été reporté en raison de la pandémie de la Covid-19, qui a fortement impacté le secteur de la santé, et on constate encore, alors que la situation épidémique s'est grandement améliorée, que les choses n'avancent pas au rythme voulu. Y a-t-il des embûches sur la voie du lancement de ce deuxième plan cancer ? La volonté politi-

Blocages bureaucratiques ?

que existe, le président de la République Abdelmadjid Tebboune ayant donné son accord pour le deuxième plan national cancer 2022-2026, selon la dé-

claration du ministre de la Santé lors de cette rencontre en juin sur la validation des guides thérapeutiques en oncologie médicale. Le ministre lui-même avait affirmé que «l'on mettra tous les moyens logistiques pour la réussite de ce plan. Dites-nous ce qu'il faut faire et on fera en sorte d'être à la hauteur».

Avec 50.000 nouveaux cas par an de malades du cancer, et des effets très lourds sur le plan social et financier, «on devrait prendre beaucoup plus au sérieux cette maladie», selon un avis largement partagé par les spécialistes, qui n'ont pas manqué de livrer leur diagnostic au sujet de ce deuxième plan cancer, dont «le véritable problème réside au niveau de sa mise en œuvre», laissent-ils entendre. Le Pr Zitouni l'avait bien souligné dans son rapport, concernant les points négatifs relevés, en mettant le doigt sur le mal, notamment «le manque de coordination entre les différents intervenants et la bureaucratie, qui est une véritable entrave à la concrétisation de la plupart des décisions prises en faveur du malade». Mais, ne peut-on pas avancer sur le plan de la prise en charge des malades du cancer sans trop attendre le lancement de ce deuxième plan, surtout en matière de prévention et de dépistage précoce, du reste très bien étayés dans le rapport du Pr Zitouni, ainsi que la lutte contre certains facteurs à l'origine de cancers professionnels, comme les pesticides et les engrais, le désamiantage des constructions des années 80 et la mise en place du plan national de lutte contre le tabagisme, qui figure en tête des facteurs de risque ?

droits légitimes du peuple palestinien frère et son aspiration au rôle actif de l'Etat de Palestine pour faire de cette importante date arabe un succès». Le Président Mahmoud Abbas a exprimé «sa gratitude» au Président Tebboune, «pour son soutien continu à la Cause palestinienne, exprimant sa fierté que l'Etat de Palestine ait été le premier à recevoir l'invitation officielle à participer au Sommet d'Alger afin de confirmer la place centrale dont jouit la Cause palestinienne au cœur des priorités de l'action arabe commune»

RÉUNION DU COMITÉ D'EL QODS

Hier, mardi, le MAECNE a été reçu au Palais d'El Itihadia par le Président égyptien Abdel-Fatah al-Sissi pour lui remettre la lettre d'invita-

tion du Président Tebboune au Sommet d'Alger. «Le Président Abdel Fattah al-Sissi a exprimé «sa profonde gratitude» au Président Tebboune, «louant ses efforts pour fournir les facteurs de succès du prochain Sommet arabe, et soulignant sa volonté de participer et de contribuer personnellement à soutenir ces efforts pour s'assurer que cet important mérite arabe soit couronné de résultats qui répondent aux aspirations des peuples arabes», rapporte un communiqué du ministère.

En marge du Conseil des MAE arabes, Ramtane Lamamra, a participé, hier, à la réunion du Comité Al-Qods au siège de la Ligue des Etats arabes. Les discussions ont porté sur «l'évolution de la situation dans l'arène palestinienne et les moyens de mettre fin aux violations pratiquées par la puissance occu-

pante dans la Ville Sainte». Un communiqué du MAECNE souligne que «la réunion du Comité s'inscrit dans le contexte du blocage des perspectives du processus politique de règlement de la question palestinienne et de la persistance de l'occupation israélienne à imposer ses politiques expansionnistes et ses activités de colonisation, ainsi que de ses tentatives continues d'effacer l'identité de la ville d'El Qods et de la judaïser».

Notons par ailleurs, qu'Al-Sissi et Abbas se sont réunis en aparté pour examiner «la nécessité» d'arracher au Conseil de sécurité de l'ONU dont l'AG tient ses réunions durant le mois en cours, une résolution rappelant la légitimité des droits des Palestiniens, celle d'un siège pour l'Etat de Palestine ainsi que celle de la relance des négociations pour la paix.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE au Capital
de 195.923.000,00 DA

**Président Directeur
Général Directeur
de la Publication**

Mohamed Abdou
BENABBOU

**Direction - Administration
Rédaction centrale**

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran Tél.
041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et
Rédaction: 041.23.25.20**

Imp.: Oran : imprimerie

"Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie

"Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.

**INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Approvisionnement de l'Europe en gaz L'Algérie courtisée



A.Zerzouri

Hormis le président français qui a tenté de « minimiser » l'importance des livraisons de gaz algérien à son pays, soulignant même que le gaz n'était pas à l'ordre du jour de sa visite « officielle et d'amitié » effectuée en Algérie du 25 au 27 août dernier, la longue procession de diplomates européens à Alger durant ces derniers mois en dit tout à fait le contraire sur l'importance stratégique de l'approvisionnement de l'Europe en gaz algérien.

Cela ressort dans la déclaration à la presse du président du Conseil européen, Charles Michel, qui a souligné, lundi dernier, à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, que « nous avons considéré que dans les circonstances internationales que l'on connaît, la coopération énergétique est évidemment essentielle, et nous voyons dans l'Algérie un partenaire fiable, loyal et engagé ». Il parle au nom de l'Union européenne, dont tous les pays membres cherchent à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz sur le court, moyen et long terme, pour sortir de la dépendance du gaz russe. Le gaz algérien est, ainsi, au cœur d'une intense activité diplomatique européenne orientée durant ces derniers mois en direction d'Alger.

Dimanche 4 septembre, soit une journée avant l'arrivée à Alger du président du Conseil européen, le président a eu un entretien téléphonique avec son homologue italien Sergio Mattarella, lors duquel ils ont échangé les vues sur les relations bilatérales exceptionnelles entre les deux pays amis dans plusieurs domaines. La coopération énergétique avec l'Italie est la plus dense suite à une récente visite de l'ex-Premier

ministre italien, Mario Draghi, qui a débouché sur des accords très importants, faisant de l'Algérie le premier fournisseur de gaz de l'Italie. L'Espagne aurait souhaité faire partie des visiteurs qui se rendent à Alger, mais la crise entre les deux pays garde les relations en l'état, à l'ombre des négociations en cours sur le prix du gaz. Il y a eu également, ces derniers jours, un appel téléphonique entre la cheffe de la diplomatie allemande Anna Lena Baerbock et son homologue algérien Ramtane Lamamra et deux questions importantes ont été abordées, le gaz et la crise libyenne, selon un communiqué de la chancellerie allemande à Alger. L'Allemagne ne s'intéresse pas uniquement au gaz algérien, mais également aux énergies renouvelables, un sujet au centre des discussions lors de la visite à Alger, en juin dernier, de la ministre adjointe aux Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Katja Keul. Une visite qui a permis « d'aborder tous les sujets de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables », avait affirmé dans ce sens le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane. Soulignant que les deux parties ont évoqué particulièrement « le développement de l'hydrogène vert et d'autres projets du secteur inscrits dans le programme de coopération entre les deux pays ».

Plusieurs ministres de l'Energie de pays étrangers et des responsables de compagnies pétrolières sont également passés durant ces derniers mois par la capitale algérienne, devenue incontournable pour plusieurs pays qui cherchent à assurer leur sécurité énergétique en se rapprochant de l'Algérie, qui renforce, elle, sa place d'acteur important dans le marché mondial du gaz.

Coronavirus: 15 nouveaux cas et aucun décès enregistré

Quize (15) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 19 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270.476, celui des décès reste inchangé, à savoir (6.879) cas, alors que le nombre total des patients

guéris passe à 182107 cas. Par ailleurs, deux patients sont actuellement en soins intensifs, souligne la même source, relevant que 43 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

Risques majeurs Un plan de Prévention présenté demain

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire présentera demain le « Plan de Prévention Multirisques (PPMR) » dont le processus d'élaboration a été lancé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud), dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CapDel (démocratie, participation et développement local).

Ghania Oukazi

Le MICLAT et le Bureau Algérie du Pnud ont choisi d'ouvrir, il y a plus d'une année, à cet effet, un atelier dans la commune de Ouled Ben Abdokader, dans la wilaya de Chlef, « au titre de la composante 4 » du programme CapDel « relative à la prévention et à la gestion des risques majeurs » dont l'objectif est d'améliorer la résilience du territoire face aux risques majeurs et par conséquent de la durabilité du développement local ». La région de Chlef a été choisie « à titre pilote » en raison de son cumul de nombreux risques majeurs : sismiques, d'inondations et d'incendies de forêts. Le premier processus d'élaboration d'un Plan de Prévention Multirisques (PPMR) a connu plusieurs étapes « consacrées au renforcement des capacités de cadres référents techniques issus



des différentes directions sectorielles de la wilaya de Chlef, et ce, au cours de l'année 2021 et du premier semestre de l'année 2022 ». Appuyés par une expertise internationale, les experts en la matière ont ainsi initié à « des cadres désignés par les directions concernées (Intérieur, Santé, Energie, Environnement, Industrie, Agriculture, Habitat, Protection civile, cadres communaux, de daïra et de wilaya), « les concepts et outils clés pour l'élaboration du PPMR à l'aide d'un système d'information géographique (SIG) ». Un atelier de « finalisation » du PPMR a été organisé en décembre dernier avec les cadres référents, les experts et des cadres en charge des risques majeurs et de l'organisation des secours de la Direction Générale de la Protection civile.

La version finale du PPMR sera présentée demain, jeudi, à Ouled Ben Abdokader en

présence de représentants du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICLAT), de la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, de représentants de la Délégation de l'Union européenne en Algérie, de la Direction générale de la Protection civile, et de représentants des Collectivités locales de la commune pilote de Ouled Ben Abdokader.

Il est noté que les experts-formateurs ont été constitués en « pool » afin de pouvoir assurer « l'actualisation régulière du Plan de Prévention Multirisques de la commune de Ouled Ben Abdokader et, surtout, de rendre possible la duplication de ce Plan à d'autres communes de la wilaya de Chlef et sa généralisation à d'autres wilayas, à travers la mise à disposition de son savoir-faire technique aux collectivités territoriales ».

Raïna Raïkoun
Salim Metref

Sortir vite de l'enclos colonial

Sixante ans après l'indépendance de l'Algérie, la question mémorielle ressurgit avec acuité et ce, à chaque fois

que se manifestent des tensions de la relation algéro-française. La rente mémorielle est sciemment exploitée par une partie de la classe politique y compris son segment en situation de responsabilité en fonction de conjectures politiques propres à l'Hexagone et à ses seuls intérêts exclusifs. La détention par la France d'archives algériennes y compris celles antérieures à la colonisation française, prive l'Algérie de nombreux éléments historiques et ampute ainsi sa mémoire nationale de certains de ses aspects constitutifs. La restitution à l'Algérie de ses archives est une revendication légitime et est plus que la repentance qui n'est en soi qu'un acte symbolique, la condition sine qua non pour sortir définitivement de cet enclos colonial qui permet encore à l'ancienne puissance colonisatrice d'espérer pouvoir « tenir encore en laisse » un pays continent conscient de sa puissance en devenir et son puissant et ambitieux projet national. La haine de l'Algérie indépendante reste encore et toujours un marqueur idéologique important d'une partie de la classe po-

litique et des médias français qui bien que ne disposant plus des atouts de la France historique adoptent toujours et contre vents et marées cette

posture arrogante et prétentieuse qui assèche chaque jour que Dieu fait la densité de la relation algéro-française qui ne profite plus de la présence d'une importante diaspora d'origine algérienne en France. Espérer écrire conjointement l'histoire du début de la colonisation française à l'aboutissement du projet d'indépendance nationale n'est qu'un leurre, voire un artifice de domination qui vise à perpétuer cet enclos colonial dont doit impérativement sortir l'Algérie. Et pour ceux des deux rives de la Méditerranée, nostalgiques revanchards et intellectuels candides devenus aveugles, qui seraient encore mal inspirés quant à la nature de la relation entre l'Algérie et la France, un homme politique français de gauche qui se proclame insoumis essaye de déblayer les chemins de l'avenir des lourds gravats du colonialisme et propose une recette d'une simplicité déconcertante, renoncer définitivement à cette posture dominatrice et se résigner enfin à prendre acte de la réalité de deux entités bien distinctes, souveraines et définitivement émancipées d'un passé révolu.

Sahara occidental Les bons signaux de De Mistura



R. N.

Selon Saïd Ayachi, le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, Staffan De Mistura, « a affiché de bonnes intentions et a montré une bonne volonté pour dynamiser le processus politique entamé par les Nations unies ». Invité, hier, à une émission de la Radio nationale Chaîne 3, Saïd Ayachi a rappelé que la visite de Staffan De Mistura est la deuxième depuis sa désignation. « Rappelez-vous que la première était quasiment une prise de contact avec les deux principaux protagonistes que sont le Front Polisario et le Royaume du Maroc, et puis les pays voisins et observateurs que sont la Mauritanie, l'Algérie ainsi que l'Espagne et d'autres parties ». « Aujourd'hui, on peut dire qu'il entre dans le vif du sujet, avec l'entame de sa deuxième tournée, probablement pour cadrer sa mission, voir comment jauger les uns et les autres, s'ils s'engagent, s'ils sont sérieux, etc.

Donc, il commence à dynamiser le processus politique entamé par les Nations unies », a-t-il ajouté.

L'intervenant précise que l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies a rencontré lors de sa deuxième visite « la direction politique sahraouie qui a insisté sur « l'application du droit international et le droit du peuple sahraoui à un référendum d'autodétermination ». De son côté, « l'Algérie a réitéré sa position de respect du droit international ». « Ce conflit, qui se déroule à nos frontières, fait de nous une partie intéressée, parce que la paix et la stabilité sont menacées dans la région », explique encore Saïd Ayachi, appelant De Mistura à « engager des négociations sérieuses, directes, rapides, entre les deux protagonistes, dans le cadre du droit international ». L'intervenant rappelle également que « M. De Mistura a, il n'y a pas si longtemps, émis le vœu de se

rendre dans les territoires sahraouis occupés, et qu'il a été carrément empêché par le Maroc qui voulait lui imposer des accompagnateurs et des interlocuteurs ». M. Ayachi a cependant ajouté qu'en dépit des « bonnes intentions » de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, le Makhzen fera tout pour le gêner dans sa mission, « avec des manœuvres dilatoires et d'autres formes d'entraves afin de faire perdurer le conflit, comme il l'avait fait avec ses 4 prédécesseurs ». « Le Maroc, explique M. Ayachi, ne veut pas aller aux négociations, parce qu'elles ne peuvent porter que sur la façon d'appliquer le droit international, c'est-à-dire organiser le référendum d'autodétermination. Mais le Maroc ne veut pas de ça, parce qu'il sait qu'il va perdre et c'est pour cette raison qu'il fait traîner les choses ». Revenant sur les récentes manœuvres du Makhzen visant l'Algérie et la Mauritanie, le président du Comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui a qualifié la démarche expansionniste de la monarchie absolutiste et féodale de « délirante » qui a conduit le Maroc dans une impasse.

L'Algérie, qui demande des négociations directes et sérieuses entre l'occupant marocain et le représentant légitime du peuple sahraoui pour aboutir à l'application de la résolution de l'ONU, « n'est pas une partie prenante dans le conflit, comme veut le faire croire le Makhzen », insiste M. Ayachi.

Le but de l'Algérie, ajoute-t-il, est de parvenir à « la fin de ce conflit qui se déroule à nos frontières et qui fait perdurer les souffrances du peuple sahraoui en menaçant la stabilité de la région ». La visite de l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, Staffan De Mistura, dans les camps des réfugiés sahraouis a été l'occasion pour les responsables sahraouis d'adresser des messages « importants » à l'ONU en l'appelant à prendre « des décisions courageuses » pour trouver une solution juste au conflit au Sahara occidental.

Transport maritime Une plate-forme électronique pour la vente de billets en 2023

La plate-forme électronique dédiée à la vente de billets de transport maritime sera lancée, au plus tard, le 1 juin 2023, a annoncé lundi un communiqué du ministère des Transports.

L'annonce a été faite lors d'une réunion présidée par Abdellah Moundji, ministre des Transports, en présence de cadres du ministère et du directeur général par intérim de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENMTV) et des cadres de l'entreprise, consacrée à l'évaluation des programmes d'action de différents établissements relevant du secteur, ajoute le communiqué. La réunion a été l'occasion pour évoquer la préparation de la plate-forme numérique dédiée à la vente de billets et le paiement électronique et faire un point de situation sur la saison

estivale de cette année et préparer la saison prochaine. Elle a également permis d'aborder les fondements et éléments du système électronique de vente de billets, et de relever la nécessité de sa mise en service dans un délai ne dépassant pas le 1 juin 2023, tout en réunissant toutes les conditions nécessaires et en mettant en place toutes les modalités de réservation et de paiement électronique.

A ce titre, le ministère a souligné la prise en charge des aspects financiers liés à la mise en service dudit système et la création d'un groupe de travail et de suivi qui élabore des rapports mensuels sur l'opération jusqu'à son entrée en service, ainsi que la mise à l'essai de ce système à partir de janvier 2023.

En ce qui concerne l'opération

d'évaluation de la saison estivale de l'année en cours et la préparation de la saison prochaine, M. Moundji a instruit les responsables de l'ENMTV à l'effet de mettre en place un groupe de travail qui fera le point de situation sur la saison actuelle en termes de résultats obtenus et de contraintes enregistrées.

Il a en outre invité les responsables de l'entreprise à arrêter un plan d'action en prévision de la saison prochaine, lequel devra porter sur l'acquisition ou l'affrètement de nouveaux navires pour conforter sa flotte et l'ouverture de nouvelles lignes en couvrant tous les ports nationaux, les exhortant à tracer un plan de transport urbain par mer et entre les villes, lequel devant entrer en service en juin 2023, a conclu la source.

Santé Benbouzid insiste sur le parachèvement des projets en cours

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a insisté sur le parachèvement, dans les délais arrêtés, des projets en cours de réalisation, notamment dans les wilayas du Sud en vue d'améliorer le niveau des prestations sanitaires fournies aux citoyens, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Présidant, lundi, une réunion par visioconférence avec les directeurs de la Santé des wilayas, M. Benbouzid a mis en exergue l'impératif de parachever les projets en cours de réalisation tout en veillant au "respect des délais arrêtés, particulièrement dans le Sud", insistant particulièrement sur les "projets de réhabilitation

des polycliniques qui devaient être la première destination du patient, à travers un système de travail 24h/24 pour au moins deux polycliniques tout en conférant un caractère spécifique aux services des urgences".

Les intervenants à cette réunion périodique ont fait le point sur la situation des projets en cours de réalisation dans leurs wilayas, des projets portant sur la réhabilitation des polycliniques ou encore le réaménagement voire la création de nouveaux départements pour les urgences médico-chirurgicales, toutes spécialités confondues, a ajouté la même source.

Ces projets, précise le ministè-

re, s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle stratégie décidée par le département de la Santé en exécution des orientations et des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant le développement du système sanitaire national.

Après avoir suivi les exposés présentés sur les réalisations et les difficultés rencontrées, le ministre a insisté sur "la conjugaison des efforts, nécessaires pour opérer les changements escomptés, à savoir la réalisation d'établissements répondant aux normes internationales et assurant des services sanitaires de qualité aux patients".

57 véhicules de luxe récupérés Un réseau criminel lié à Mahieddine Tahkout démantelé

Le service central de lutte contre le crime organisé relevant de la Sûreté nationale a procédé, cette semaine, à la récupération de 57 véhicules de luxe et au démantèlement d'une bande criminelle organisée impliquée dans des affaires de corruption et de blanchiment d'argent en relation avec l'ancien homme d'affaires, Mahieddine Tahkout, a indiqué lundi un communiqué de ce service.

"Dans le cadre de l'enquête diligentée par les services compétents de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) sous la supervision du parquet territorialement compétent, le service central de lutte contre le crime organisé relevant de la Sûreté nationale a procédé, cette semaine, au démantèlement d'une bande criminelle organisée impliquée dans des affaires de corruption et de blanchiment d'argent en relation avec l'ancien homme d'affaires, Mahieddine Tahkout", a précisé le communiqué. Cette opération



qualitative s'est soldée par la récupération de 57 véhicules de différentes marques, propriété de l'ancien homme d'affaires, Mahieddine Tahkout dont 54 véhicules de luxe d'une valeur de près de 200 milliards de centimes. Le prix d'un de ces véhicules dépasse 12 milliards de centimes", a ajouté le communiqué. "Les investigations ont permis de trouver des adresses de biens immobiliers acquis grâce au recettes de ces opé-

rations criminelles, outre la saisie de 1,935 milliard de centimes.

Les véhicules en question ont été récupérés au niveau de garages à Alger, Annaba, Sétif, Bordj Bouarerdj, Boumerdes, Tipasa, Chlef et Blida", lit-on sur le document. "Les services compétents de la DGSN ont rappelé la saisie de 507 véhicules de différentes marques appartenant au même ancien homme d'affaire", a conclu le communiqué.

Réflexions sur la question linguistique

Par Ahmed Houari*

Depuis quelque temps, la polémique qu'a suscitée l'idée d'introduire l'anglais comme une langue étrangère en cycle primaire a offert une occasion supplémentaire pour débattre largement de la question linguistique au sein de la société en général et de l'école en particulier. En lisant un tas de contributions sur ce thème parues depuis dans la presse nationale, dans les deux langues arabe et français, j'ai trouvé rares sont les écrits qui abordaient la problématique linguistique d'une manière sereine et rationnelle et qui dépassaient des généralités archi-connues sur le sujet.

Dans cette contribution, je livre ma propre réflexion sur cette problématique en qualité de citoyen qui suit de près le cours culturel du pays. Particulièrement, je me focalise sur la multitude linguistique actuelle à l'école et ses répercussions sur la scolarité des élèves. Par la même occasion et en tant qu'enseignant universitaire d'une discipline scientifique, j'évoque le problème épineux posé actuellement par la langue d'enseignement des sciences fondamentales et technologiques à l'université. Je profite aussi de cette occasion pour décrire la pratique linguistique dans le domaine de la recherche scientifique afin de clarifier cette réalité méconnue du grand public. Enfin, je propose quelques idées et des démarches pour l'assainissement de notre paysage linguistique actuel.

Pour l'argumentation, je rappelle d'abord quelques postulats linguistiques et pédagogiques sur lesquels tout le monde s'accorde. En premier lieu, il est facile de se rendre compte que la quasi-totalité des activités et interactions humaines sont réduites à l'usage de la langue. Afin de faciliter l'intercompréhension et éviter tout malentendu, sous-entendu et équivoque dans la vie, il est évident que la communication entre individus d'une même communauté devrait être simple, claire et précise. A cet effet, les individus seraient contraints à utiliser une même langue plus ou moins structurée. Cette langue codifiée est normalement acquise par un apprentissage plus ou moins long. Et il se trouve que l'école est le milieu par excellence où se fait cet apprentissage linguistique basique. De plus, l'expérience montre que la langue est la clé de tout savoir. Sans maîtrise de la langue, l'apprentissage des disciplines scolaires ou parascolaires devient approximatif et aléatoire. D'un autre côté, il est maintenant admis que la mission essentielle de l'école consiste en la formation de l'esprit du jeune citoyen à la structuration de sa pensée et au raisonnement méthodique. Aussi, le rôle de l'école consiste à former un citoyen attaché aux valeurs culturelles de son pays, ouvert sur les valeurs humaines universelles et ayant le sens du beau et de l'esthétique. Et c'est la langue qui est l'outil indispensable à cette formation intellectuelle, culturelle et civique.

Je commence d'abord par décrire notre paysage linguistique actuel. Ce dernier est assez complexe, caractérisé par une dispersion linguistique apparente où se côtoient les dialectes arabe et amazigh pratiqués dans la vie courante, l'arabe classique utilisé dans les institutions éducatives et étatiques et la langue française dominante dans la sphère économique. Cette réalité linguistique a engendré une certaine indigence linguistique qu'il est très difficile à dissimuler. Elle se manifeste par un déficit flagrant en communication orale et par un affichage public truffé de fautes d'orthographe et de syntaxe et quelquefois cet affichage n'est qu'approximatif. Pour s'exprimer en public, souvent le locuteur moyen éprouve énormément de difficultés. Il bascule de l'arabe au français et vice versa et fait appel à son fluide dialecte en cas de



blocage. Ce problème d'expression existe même au sein de l'enseignement et à tous les niveaux. On s'exprime très mal faute de maîtrise de la langue.

Ceci a certainement des répercussions négatives sur la clarté et la précision des pensées et des intentions en communication. En effet, je crois que la non-maîtrise de la langue d'instruction explique une grande part des difficultés éprouvées par les apprenants dans l'acquisition des différentes disciplines enseignées. D'ailleurs, j'ai souligné ce fait avec force dans deux contributions antérieures [1,2] en rapportant que la faiblesse linguistique manifeste de nos étudiants est l'une des principales causes responsables de leur échec dans leurs études universitaires.

En matière linguistique au sein d'un système éducatif, une démarche naturelle s'impose. La primauté doit être accordée à la langue nationale qui servira de la langue d'enseignement de toutes les disciplines et à tous les niveaux. Une fois celle-ci maîtrisée, l'apprenant disposera ainsi de la langue de pensée et de réflexion pour s'épanouir intellectuellement et même devenir créatif s'il est prédisposé pour ça. Ensuite, il pourra apprendre autant de langues qu'il voudra. Ceci est exactement ce qui se fait dans tous les systèmes éducatifs du monde entier. Quant à la place des langues étrangères dans tout système éducatif, leur rôle est universellement reconnu. Elles offrent le moyen de communication nécessaire entre les différentes cultures et l'outil d'accès indispensable aux développements scientifique et technique des pays avancés. Leur apprentissage s'impose mais il ne devrait en aucun cas et en aucune manière perturber l'apprentissage de la langue nationale. Dans ce contexte, il est très urgent d'examiner avec précaution l'idée d'introduire l'anglais comme une deuxième langue étrangère en parallèle au français en cycle primaire. Je considère que ce projet est décisif dans l'apprentissage et la maîtrise de la langue nationale. Un tel projet demeure très discutable d'un point de vue purement pédagogique. La question qui mérite d'être posée ici et avec insistance: est-ce que cette introduction précoce des langues étrangères ne va perturber l'apprentissage de la langue nationale ? Un tel apprentissage qui est déjà perturbé par la très contraignante dualité "arabe dialectal – arabe scolaire" dans le processus de maîtrise de la langue nationale.

L'argument souvent avancé dans ce domaine est que l'introduction des langues étrangères est bénéfique pour l'apprenant du fait que plus ces dernières sont introduites précocement, plus leur acquisition est facile. Si les initiateurs de cette démarche s'inspirent en la matière des expériences d'autres systèmes éducatifs étrangers particulièrement européens, il est très important de rappeler ici que notre contexte linguistique diffère totalement de celui d'un pays européen type. En effet, les langues européennes, même si elles n'appartiennent pas à la même famille linguistique, utilisent la même graphie et se pratiquent dans des espaces ayant des affinités culturelles très prononcées. De plus, l'éducation préscolaire dans les pays européens est systématique et performante de telle sorte que les enfants se trouvent déjà initiés à des rudiments linguistiques opérationnels dans leurs langues maternelles avant leur scolarisation effective. Par contre, dans notre cas, les langues étrangères enseignées sont très dissemblables de la langue nationale graphiquement, syntaxiquement et culturellement. Donc, il est clair que ces expériences réussies dans leurs propres environnements ne pourraient être transposables à notre système éducatif. Par conséquent, je crois que la programmation linguistique proposée récemment au sein du système éducatif pourrait compromettre la formation intellectuelle et culturelle des générations actuelles et futures.

Souvent, on reproche à la pédagogie suivie dans notre enseignement le recours à la mémorisation-restitution des connaissances et des faits mais généralement on ne cherche pas à identifier les causes derrière ce phénomène. D'un côté, ceci est dû à l'approche suivie qui est surtout orientée vers la description des faits au lieu de privilégier leur compréhension et leur analyse. D'un autre côté, faute de maîtrise de la langue d'enseignement, en l'occurrence l'arabe, les apprenants se trouvent automatiquement dans des situations de compensation de ce handicap linguistique par le recours à la mémorisation des textes écrits.

Dans ce contexte et afin de consolider la maîtrise d'une langue à l'école, il est utile de rappeler le fait pédagogique qu'une langue scolaire ne s'apprend pas uniquement comme langue enseignée mais aussi comme étant langue d'enseignement d'autres disciplines scolaires. Pour cela, les enseignants de toutes

les disciplines doivent contribuer à l'acquisition de cette langue chez les apprenants. Ils devraient aider les apprenants à s'exprimer correctement et en corrigeant constamment l'abus et l'usage incorrect de la langue qu'ils relèvent chez eux. Juste pour rappel, cette pratique pédagogique était autrefois courante et utilisée par nos enseignants algériens et coopérants français au collège et au lycée. Même nos enseignants des disciplines scientifiques telles que les mathématiques, les sciences naturelles et physiques nous corrigeaient les fautes et le mauvais usage du français comme langue d'enseignement. Ceci nous a énormément aidés dans l'apprentissage du français durant notre scolarité. Je crois que cette pratique est parfaitement transposable à l'enseignement de la langue arabe à l'école.

Toujours dans le même ordre d'idées et en tant qu'enseignant d'une discipline scientifique à l'université, je réitère ici avec amertume l'attention sur le choc linguistique que subissent les bacheliers scientifiques actuels qui sont orientés vers les disciplines scientifiques et techniques en première année universitaire. Toute leur scolarité antérieure a été faite exclusivement en arabe et la majorité d'entre eux ne disposent pas d'une connaissance suffisante du français leur permettant de poursuivre convenablement des études scientifiques en cette langue. Juste pour rappel, une préparation linguistique préalable est exigée partout ailleurs aux étudiants postulant à des études scientifiques en langues étrangères. Pour cela, cette frange d'étudiants doit faire preuve d'une connaissance jugée suffisante de la langue des études en passant un test linguistique standard. Ceci fait malheureusement défaut dans notre université. Etant donné que la première année est une année charnière dans un cursus universitaire, un accompagnement et une prise en charge pédagogique particuliers doivent être réservés aux bacheliers optant pour les disciplines scientifiques. A cet effet, cette catégorie d'étudiants doit être impérativement encadrée par des équipes pédagogiques expérimentées et surtout capables d'enseigner les disciplines scientifiques en français et en arabe. Ceci pourrait beaucoup atténuer le dépaysement linguistique chez cette classe d'étudiants et leur permettre une assimilation plus ou moins facile des cours.

Suite en page 6

Réflexions sur la question linguistique

Suite de la page 5

Sur un autre volet pédagogique, il est nécessaire de corriger une croyance assez répandue mais malheureusement erronée relative à la place et au rôle de l'anglais à l'école. Cette croyance induit très souvent le grand public en erreur sur un thème normalement réservé aux pédagogues. Cette croyance est traduite par l'appel répété par plusieurs personnalités politiques depuis quelques années pour enseigner l'anglais comme première langue étrangère à l'école du fait qu'elle soit la langue internationale dominante dans la recherche scientifique et technique. Certes, l'anglais s'est imposé comme langue internationale dans les relations internationales et en recherche scientifique suite à la supériorité scientifique et technologique des Etats-Unis d'Amérique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Indiscutablement, de nos jours, l'anglais est la langue dominante dans la publication des sciences et la diffusion des innovations techniques. Bien sûr, aujourd'hui, la maîtrise de cette langue assure un accès direct et en temps réel à ces nouveautés scientifiques et ces innovations techniques qui se réalisent d'ailleurs de plus en plus vite. Mais, il est illusoire de croire que si l'on adopte l'anglais comme première langue étrangère dans notre école à la place de la langue française, la recherche scientifique et technique va s'améliorer automatiquement dans notre université.

Cette vision découle d'une méconnaissance flagrante du domaine de la recherche scientifique internationale. Je rappelle que l'innovation scientifique et technique est un effort créatif international hautement compétitif et multilingue. Pour cela, les chercheurs scientifiques créatifs, comme les artistes, ont besoin de sources d'inspiration et d'intuition pour développer de nouveaux concepts, approches et modèles. Ils puisent même dans leurs fonds culturels dans cet effort de créativité. Or il se trouve que toutes les activités intellectuelles relatives à l'innovation scientifique, telles que l'imagination et le raisonnement, se conçoivent dans la langue et se manifestent par elle. Il n'est pas inutile ici de rappeler une évidence éclatante qu'on pense par des mots d'une langue. Ces derniers sont les briques et les outils basiques pour la construction de tout raisonnement intellectuel. Donc, la créativité scientifique est intimement liée à la langue. En effet, les chercheurs des pays les plus avancés scientifiquement disposent en premier lieu de leurs langues nationales comme premiers outils de créativité intellectuelle et innovation technique. C'est pour cela qu'on parle d'une science japonaise, allemande et chinoise bien qu'elles soient publiées aujourd'hui en anglais à l'échelle internationale. Donc, en recherche scientifique internationale, il faut clairement distinguer entre la langue de production des sciences et celle de leur publication. Bien que des chercheurs de différents pays, pris individuellement, réussissent à contribuer d'une manière originale à leurs domaines de recherche en anglais, la maîtrise de l'anglais ou toute autre langue étrangère ne garantit pas une production scientifique originale à l'ensemble d'un pays.

En outre, continuer à revendiquer exclusivement l'anglais comme langue d'apprentissage et de communication des sciences et techniques est certainement une manière de favoriser et de maintenir l'hégémonie de cette langue au détriment de la diversité linguistique corollaire de la diversité culturelle à travers le monde. Non seulement cette hégémonie de l'anglais constitue un impérialisme linguistique pur et simple imposé au reste du monde, elle est aussi préju-



diciable même pour les anglophones natifs en les poussant automatiquement à se désintéresser de l'apprentissage des autres langues vivantes et par conséquent les plaçant en position désavantagée par rapport aux autres communautés linguistiques.

En plus de ce que je viens de discuter ici, il faut souligner que la problématique linguistique posée au sein de l'école est indissociable de la question linguistique dans toute la société. Etant donné que notre paysage linguistique est dans un état déréglé, il est urgent d'abord de commencer par assainir ce paysage linguistique. En premier lieu, et vu l'influence des personnalités publiques auprès de la population, cette catégorie de responsables devrait donner l'exemple en communication orale auprès du grand public. Pour cela, une personnalité publique devrait surveiller son langage et doit communiquer dans un langage simple, clair et direct et surtout éviter le recours au langage hybride "francarabe". Afin d'être le plus clair possible auprès du grand public, une personnalité publique doit tout simplement s'exprimer dans notre dialecte compréhensible par tous. Aussi, vu que la publicité moderne est omniprésente et influe beaucoup sur le langage des gens et particulièrement les jeunes, les pouvoirs publics devraient veiller sur le contenu et la forme des messages publicitaires. A cet effet, ils devraient encourager les gens créatifs à la diffusion d'une publicité saine, intelligente et éthique. Donc, il est urgent qu'une grande action doive être prise par les pouvoirs publics pour l'assainissement du paysage publicitaire actuel affiché ou audio-visuel qui se trouve dans un état anarchique et lamentable. Par exemple, si le message est véhiculé en dialecte qui est d'ailleurs beaucoup plus familier et percutant, il faudrait qu'il soit en dialecte intégral au lieu d'un dialecte créolisé de mauvais goût. Si, par contre, le message est affiché en arabe standard ou en français, il faut absolument qu'il respecte la syntaxe et l'orthographe de la langue utilisée.

Par ailleurs, je considère que cette occasion est opportune pour évoquer l'utilité et le statut du dialecte au sein de la société. Je rappelle que le dialecte est le seul véhicu-

le de notre culture populaire ancestrale. Sans ce dialecte, on n'appréciera jamais le riche héritage oral très varié consistant en la poésie populaire, les chants, les contes, les proverbes populaires et l'humour. Pour cela, la place et le rôle du dialecte au sein de la société sont une préoccupation ancienne et commune à tous les pays arabes à des degrés différents. D'ailleurs, beaucoup d'intellectuels arabes préconisent l'idée de promouvoir les dialectes pratiqués à travers le monde arabe afin d'élever le niveau intellectuel et culturel de la masse citoyenne. Ils estiment que cette "réforme linguistique" est une condition sine qua non pour tout développement culturel, social, scientifique et tout décollage économique au sein des sociétés arabes modernes. Bien sûr, ce projet sociétal de grande envergure nécessite une action volontariste de la part des intellectuels, des pouvoirs publics et de toute la société civile.

Enfin, je crois qu'il faut absolument dépassionner le débat sur la problématique linguistique afin de l'aborder d'une manière pédagogique et cohérente loin de tout préjugé et penchant idéologique. A mon avis, il est primordial de maintenir le statut de la langue arabe dans sa version moderne comme première langue scolaire au sein de notre système éducatif. Cette langue est non seulement la langue d'un très riche héritage littéraire et scientifique auquel notre pays est très attaché mais elle est aussi aujourd'hui une langue vivante internationale qui véhicule une culture riche et dynamique à travers le monde arabe. Concernant la place de la langue française au sein de la société, je crois qu'il faut absolument se décomplexer vis-à-vis de cette langue en adoptant une attitude tout à fait normale envers elle. D'une part, je considère qu'il est étrange d'entendre ou de lire souvent que cette langue nous est un "butin de guerre". En réalité, une langue n'est pas un bien neutre dont on dispose comme on veut. Toute langue a son propre génie et sa propre vision du monde. Une langue est bel et bien l'expression d'une culture et le véhicule d'une civilisation particulière. D'autre part, il n'est pas raisonnable de rejeter catégoriquement le français du seul fait qu'il soit la langue de l'ancien colonisateur. Pour des raisons prag-

matiques évidentes, je crois que l'enseignement du français doit être maintenu comme première langue étrangère dans notre système scolaire et universitaire. D'ailleurs, une bonne connaissance de cette langue s'avère nécessaire pour la consultation et l'exploitation du fonds documentaire en français dont disposent nos bibliothèques nationale, universitaires et locales. Il faut attirer l'attention ici que ce fonds documentaire est très varié et non négligeable. Aussi, étant donné que le français est assez répandu et relativement maîtrisé dans notre pays, il nous servira comme moyen très utile de faire connaître notre histoire et notre culture nationale aux pays francophones et s'ouvrir en même temps sur les cultures de ces pays. Quant à la place adéquate de l'anglais dans notre système éducatif, je crois que c'est à partir de la première année du cycle moyen qu'il devrait être introduit comme c'était le cas avant.

Pour conclure, je dirai que le débat linguistique qui surgit épisodiquement, indépendamment des circonstances de sa tenue, est extrêmement important et opportun. Il touche à une question sociétale centrale dont dépend directement le développement culturel et le progrès scientifique et technique du pays. Personnellement, j'espère sincèrement qu'à la fin de ce débat fort contradictoire émergera un projet linguistique cohérent et réaliste assurant définitivement une solution rationnelle à la question linguistique au sein de la société. Ce projet a pour objectif principal d'élever le niveau intellectuel des citoyens qui constituent réellement le plus précieux des capitaux du pays.

Ahmed Houari

* Professeur de physique
Centre universitaire de Maghnia

Notes :

[1] Ahmed Houari, «Contribution à l'amélioration de l'enseignement des sciences fondamentales en graduation». Le Quotidien d'Oran N° du 15/10/2003.

[2] Ahmed Houari, «Quelle(s) langue(s) à adopter pour un enseignement scientifique performant». Le Quotidien d'Oran N° du 21/10/2004.

Agriculture et développement rural : gouvernance, renforcement des capacités et économie de la connaissance

Par Mohamed Khiati (*)

Suite et fin

Elle englobe l'aptitude à créer, à comprendre, à analyser, à développer, à planifier, à atteindre les objectifs fixés, à réfléchir sur les résultats des actions, à se diriger vers une vision, à changer et à se transformer». Il est donc un processus par lequel, les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités, au fil du temps».

Dans la pratique, trois dimensions font le renforcement des capacités. Il s'agit i), de la dimension individuelle qui procède d'un changement dans les compétences, les comportements et les attitudes de divers acteurs opérants dans le secteur de développement agricole et rural (Agriculteurs, producteurs, commerçants, décideurs politiques, agents de l'inspection alimentaire, directions et personnes des organisations).

Les mesures peuvent inclure le renforcement des connaissances, des compétences, de la motivation et des valeurs des individus de l'organisation. La formation ne constitue dans ce contexte qu'une modalité parmi d'autres à savoir : l'appui au partage des connaissances, le réseautage et le jumelage, pour n'en citer que quelques unes, utilisées pour renforcer les capacités au niveau de cette dimension.

Les particularités de chaque situation doivent être prises en compte lors de la conception d'interventions appropriées. ii), la dimension organisationnelle qui fait dire que l'existence d'individus compétents au sein d'une organisation ne signifie pas que l'organisation est compétente. Les organisations se définissent comme étant des «groupes d'individus unis par un quelconque dessein commun pour atteindre des objectifs». La capacité organisationnelle se réfère à la capacité collective des membres à atteindre leurs objectifs organisationnels.

Le renforcement des capacités organisationnelles renvoie à un ensemble de mesures prises pour améliorer le fonctionnement et la performance de l'organisation en général, et est souvent, caractérisé par les changements qui interviennent aux niveaux des mandats, des systèmes, des processus ou des priorités de l'organisation.

Cela peut s'appliquer à tous les types d'organisations d'orientation ou de développement : les agences et ministères publics et autorités décentralisées, les services de protection sociale, les bureaux d'inspection, les laboratoires, les systèmes nationaux de recherche, de et de vulgarisation agricoles, les commissions économiques internationales et régionales, les entreprises, les coopératives, les chambres d'agriculture, les groupes de consommateurs, les associations de producteurs, les organisations communautaires, les ONG, les instituts d'éducation et de formation de type formel et informel.

La dimension organisationnelle a certainement un impact formidable sur la façon dont les individus renforcent leurs compétences et utilisent leurs capacités au sein de l'organisation. Les questions liées à la motivation, les incitations, les perspectives de carrière,

et la qualité des pratiques managériales sont des aspects tout aussi importants dans la rétention du personnel qualifié et enfin, iii), l'environnement favorable qui constitue un contexte dans lequel, les individus et les organisations transforment leur potentiel en action, et où s'effectuent les processus de renforcement des capacités. Il s'agit du montage institutionnel d'un pays, de ses règles implicites et explicites, de ses structures et de l'environnement politique et juridique au sein duquel, les individus et les organisations opèrent.

Des changements au niveau de l'environnement favorable sont susceptibles d'influencer la manière dont les organisations et les individus se comportent et évoluent. Ces mutations peuvent impliquer des réformes de politiques au niveau du secteur agricole ou d'autres domaines connexes, des changements de lois, des exercices stratégiques en matière de planification et d'établissement de priorités au niveau national, des modifications au niveau des systèmes d'incitation ou des changements culturels.

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE : UN ÉLÉMENT DE STRATÉGIE

Mais alors et cependant, quel que soit le domaine d'intervention, l'insertion dans l'économie mondiale dépend aujourd'hui, de la capacité des pays à devenir des économies de la connaissance, c'est-à-dire, des économies relevant le rythme de production des biens et des services nouveaux à forte valeur ajoutée. Pour cela, il convient de disposer de réseaux permettant d'accueillir, de traiter et de diffuser les informations pertinentes (et les formations correspondantes).

Ce mouvement est nécessaire pour définir aujourd'hui la qualité de l'insertion dans la sphère de production. Le retard pris par les pays qui se contentent d'exploiter des rentes liées à la détention de matières premières risque d'être un obstacle de plus en plus important pour leur propre développement. Ce qui suggère une diversification des créneaux de l'économie et la connaissance devient alors, un facteur crucial de diversification.

L'économie contemporaine est une économie de la connaissance. Cela signifie que l'information et les connaissances qui en résultent sont devenues des facteurs de production stratégiques. Ici, la connaissance est souvent associée à la bonne gouvernance, dit-on. Mieux encore, il ne semble pas que la mise en œuvre de ce facteur fasse l'objet de rendements décroissants, bien au contraire. Aujourd'hui les théories de la croissance sont dites endogènes parce qu'elles considèrent que la connaissance, comme bien collectif, permet d'élever non seulement la productivité de celui qui l'utilise directement mais aussi celles des autres entreprises ou institutions.

D'une certaine manière, le rôle des dotations initiales de facteurs de production (terre, capital, travail) comme facteurs de croissance est relativisé puisque de telles connaissances présentent les caractères de bien collectif. Mais encore faut-il alors organiser l'économie pour qu'elle puisse accueillir,

sécréter, traiter et diffuser les informations recherchées.

Aujourd'hui encore, il est admis que toute politique est élastique. Elle suit exactement l'élasticité des mutations et des changements opérés, qui fait appel toutefois à la bonne gouvernance et ce, quelle que soit l'évolution des choses. Cette expression de bonne gouvernance a pris aujourd'hui, une place de premier plan dans les débats sur le développement durable, tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale et on parle désormais de l'adoption de la VGGT (Vuluntary Guidelines Governance of Tenure), c'est-à-dire une manière de bien faire les choses.

Dans ce contexte, la bonne gouvernance doit veiller à ce que la réalisation de la croissance économique s'accompagne d'une insertion sociale et d'une amélioration de l'environnement. Elle doit veiller à ce que la réalisation de la croissance économique s'accompagne d'une homogénéisation par le haut des niveaux de vie moyen des différents territoires.

Pour cela, il convient que tous ceux qui concourent aux objectifs de croissance participent simultanément à transformer ce potentiel en amélioration des conditions de vie sur les différents territoires. Si la gouvernance part aujourd'hui, des critères constitutifs du développement durable, elle implique toutefois, des critères organisationnels qui doivent favoriser le rapprochement et l'agrégation des partenaires et mettre les acteurs locaux en situation de décider dans le cadre des options nationales, conjuguant ainsi incitation et cohérence.

Décentralisation et association systématique des acteurs économiques et sociaux apparaissent alors comme des éléments constitutifs de la gouvernance recherchée. Ceci dit, toute bonne gouvernance et liée au cumul des connaissances dont personne ne peut en disconvenir.

En Algérie, la branche agriculture et son soubassement, le développement rural, constituent la pièce angulaire de l'économie nationale dont les objectifs de développement sous tendent, rappelons-le, l'atteinte de la sécurité alimentaire : gage de souveraineté nationale- et la satisfaction des besoins alimentaires de la population. Ici, arrêtons-nous pour dire qu'il n'est pas nécessaire de démontrer le rôle de la formation, de l'information et de la communication, en bref, de la diffusion de la connaissance et du savoir, dans cette branche aussi vitale que prometteuse tant sur le plan économique que social de la nation.

La mise en œuvre des divers programmes de la politique agricole et rurale a fait appel à une approche d'accompagnement et d'assistance technique aux divers acteurs engagés dans le processus de développement. La trilogie, recherche, formation et vulgarisation en constituent des ingrédients et des instruments moteurs pour la promotion de la connaissance, instrument de bonne gouvernance.

C'est dans ce cadre de que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural a mis en exécution, ces dernières années, le Programme de renforcement des capacités humaines et d'appui technique (PRCHAT) qui s'intéresse précisément à la résolution des problèmes d'ordre méthodologique d'application du savoir et du savoir faire, selon des approches pragmatiques et participatives auxquelles,



participent les acteurs du monde agricole et rural.

Le programme fut perçu comme un processus de développement des connaissances, du savoir et du savoir-faire à tous les niveaux et ce pour promouvoir les capacités, les aptitudes et les pratiques tant de l'encadrement que des exploitants agricoles et des porteurs de projets et autres investisseurs concernés.

Il s'agit en fait, dans la démarche, de favoriser l'introduction des innovations, les appuyer et les promouvoir pour provoquer une transformation du milieu rural, ce qui amène à favoriser le phénomène de motivation (vouloir), partager les connaissances (savoir) et enfin, aider à développer les capacités (savoir faire).

Ceci dit, cette approche de renforcement des capacités et de formation-perfectionnement devra faire l'objet d'un programme continu et à tous les niveaux, dans la mesure où se sont les savoirs et les connaissances qui orientent la manière de gouverner tout processus de développement, étant donné que l'homme est au centre de ce développement. L'amélioration de ses connaissances est une mesure de progrès et d'évolution.

Enfin, arrêtons-nous un tant soit peu pour dire, sans ambiguïté aucune, que si les pouvoirs publics ont établi les fondements politiques et la dimension stratégique de la mise en œuvre des politiques agricoles, assorties de leurs outils et moyens juridique, technique, économique et financier, il n'en demeure pas moins que la profession agricole devra s'impliquer davantage en développant un trésor d'innovations et d'imagination pour donner à cette tendance, une dynamique réelle et de pleine mesure dans le sens de la promotion et de l'organisation des agriculteurs. Cette implication devra constituer le soubassement des stratégies agricoles de demain, pour lesquelles y penser c'est déjà agir.

Aujourd'hui, dans la cadence de l'accélération de la mutation vers une agriculture moderne, de pleine performante et de progrès, où les dispositifs d'encadrement des programmes permettent une mise en œuvre cohérente intégrant et valorisant toutes les ressources mobilisées et mobilisables, que la promotion de l'agriculture apparaît, à l'heure actuelle, comme une nécessité pressante dans laquelle, l'ensemble des ac-

teurs y sont concernés. Ces idées font penser à ce que les défis auxquels est confronté notre pays en matière d'agriculture sont multiples et souvent complexes : *Le premier* est d'assurer la sécurité alimentaire qui constitue un gage de souveraineté nationale. Cela suppose l'utilisation rationnelle de toutes les potentialités existantes matérielles et immatérielles (intendance et connaissance). *Le second* est d'ordre économique compte tenu de la baisse des recettes budgétaires et des ressources financières du pays et qui exige la rationalité dans la mise en œuvre des programmes et projets avec cette idée «de produire plus avec moins» ;

Alors que le troisième défi est à caractère démographique et social qui réside dans l'emploi offert à des actifs nombreux entrant dans le marché du travail, de mieux en mieux formés, et exigeants en matière de conditions de travail et de rémunérations. *Le quatrième* est lié à l'état des ressources naturelles et environnementales marquées souvent par la rareté des sols et de l'eau et le risque lié au changement climatique. Tandis que *le cinquième* réside dans le renforcement des capacités des acteurs, à travers la trilogie : formation, recherche et vulgarisation, pour l'accroissement de leurs savoirs et connaissance pour une gouvernance de l'acte agricole, dans sa globalité.

Enfin, les challenges de l'agriculture algérienne de demain résident dans sa réponse aux enjeux intérieurs mesurés par la satisfaction des besoins alimentaires et à ceux de l'extérieur en s'adaptant aux normes internationales et s'intégrer aux marchés mondiaux.

En définitive, disons que la sécurité alimentaire fait partie intégrante de la sécurité et de la souveraineté nationale. Elle a besoin tant aujourd'hui que demain de l'implication accrue de la science et de la technique : élément principaux de progrès et de modernisation mais néanmoins basés sur les acquis et les expériences des agriculteurs. L'agriculture intelligente prend ici, toute sa signification. La connaissance, le renforcement des capacités et la gouvernance demeurent, dans une approche rationnelle de développement, de tout développement, les éléments clés.

(*) Agronome post-universitaire

Misserghine

Démolition de 32 constructions illicites à Haï El Wiam



J. Boukraa

Les autorités locales ont démoli avant-hier 32 constructions illicites, bâties en infraction aux règlements juridiques sur une assiette de terrain relevant du domaine public réservée à des projets d'utilité publique et des logements collectifs au niveau du lieu-dit Haï El Wiam dans la commune de Misserghine, a-t-on appris de cette collectivité locale. L'opération de démolition s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites récemment édifiées sur des terres domaniales protégées. Des moyens humains et matériels importants ont été déployés dans le cadre de cette opération. Un dispositif de sécurité a été aussi déployé. Aucun incident n'a été enregistré. Les services de l'ordre et responsables communaux étaient présents sur les lieux pour mener à bien l'opération de démolition. La prolifération des constructions illicites pose toujours problème pour les autorités publiques. Des villas ont été érigées sans aucun document officiel... Ici, personne n'ignore les dessous de ce

trafic à ciel ouvert organisé depuis des années autour de la vente et la revente des baraques implantées illicitement sur le domaine public. Le phénomène des constructions illicites est devenu aussi un business. Les constructions sont vendues et revendues, d'autres en location, une vraie mafia s'est érigée qui gangrène la vie sociale. De son côté, la wilaya rappelle sa détermination et sa fermeté à lutter contre toute tentative frauduleuse de se faire recenser dans les bidonvilles de personnes étrangères à ces groupements d'habitations érigées illicitement. Pour plusieurs citoyens, demeurant dans les bidonvilles est synonyme d'une attribution imminente d'un logement ou du moins une pré-affectation. Les services de la wilaya disposent de toutes les données vérifiées et complètes recensant les occupants des sites précaires devant être touchés par les prochaines opérations de relogement. Il y a lieu de signaler que le site de Haï El Wiam a été ciblé par une première opération de démolition il y a plus d'une année. En Effet, dans le cadre de l'application des instructions du

wali d'Oran, relatives à la démolition de toute construction illicite érigée sur le domaine public, les services de la daïra de Boutlélis avaient procédé à la démolition de plus d'une vingtaine de constructions illicites dans ce même quartier. Nos sources indiquent qu'à l'instar des autres daïras de la wilaya d'Oran, celle de Boutlélis mène, depuis plus d'une année, une lutte implacable contre les constructions illicites, notamment celles érigées sur les terres agricoles. Les services de daïra sillonnent l'ensemble des communes et des localités pour parer à toute tentative de construction illicite. Ainsi, plus de 400 constructions illicites dont certaines inachevées, des extensions illicites, entre autres, ont été démolies dans la daïra de Boutlélis ces deux dernières années. La campagne s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le phénomène de détournement des terres agricoles. Ces constructions démolies sont situées sur des terrains agricoles et autres domaines publics à Bredea, Bouyakour, El Hachem, Misserghine et dans la commune de Aïn El Kerma.

Une première opération concerne 360 familles Début du relogement des occupants du vieux bâti la semaine prochaine

J. Boukraa

Au grand bonheur des occupants du vieux bâti, les opérations de relogement des familles et l'évacuation des immeubles menaçant ruine seront lancées incessamment. Dans une déclaration faite lundi, le wali d'Oran a indiqué qu'une opération de relogement de 360 familles occupant des immeubles classés en rouge dans la commune d'Oran sera lancée la semaine prochaine si toutes les conditions seront réunies. Cette première phase sera suivie par d'autres opérations de relogement, afin de reloger tous les occupants des immeubles menaçant ruine répartis sur les différents secteurs urbains de la commune d'Oran. Le patrimoine de la ville d'Oran, particulièrement les vieux quartiers, connaît une situation alarmante par le fait de la vétusté très avancée. Plusieurs actions ont été mises en place pour faire face à cette situation, no-

tamment le relogement des familles, l'éradication des immeubles menaçant ruine et la réhabilitation du vieux bâti. Près de 600 immeubles menaçant ruine classés rouge suite aux expertises effectuées par les équipes du centre technique des constructions (CTC) sont toujours occupés.

Ces immeubles sont répartis sur neuf délégations communales et représentent un danger pour quelque 16.000 familles qui les occupent. Depuis 2014, près de 40.000 familles ont été relogées à Oran dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire. De son côté, l'OPGI a lancé des travaux de réhabilitation de 600 immeubles scindés en plusieurs tranches.

D'autre part, le wali a déclaré qu'une opération sera lancée pour la prise en charge des familles de Ras El Aïn. «Des instructions ont été données pour commencer le travail en coordination avec tous les acteurs, dont les comités de quartiers», a-t-il

annoncé. Les habitants d'un des plus vieux sites d'habitat précaire, à savoir Ras El Aïn, ont dénoncé, maintes fois, le report de l'opération de relogement de quelque 1.000 familles en attente d'un logement décent depuis plus de 50 ans. Le wali a aussi annoncé qu'une opération de relogement va toucher prochainement les occupants du bidonville «Placetta» dans la commune d'Es-Sénia.

Il s'agit de 120 familles qui vont bénéficier de logements décentes. La daïra d'Es-Sénia abrite un grand nombre de constructions illicites et vient en 2^e position après la daïra d'Oran. Selon un dernier recensement, pas moins de 8.000 constructions illicites réparties sur plusieurs bidonvilles à travers les différentes communes d'Es-Sénia ont été répertoriées, a déclaré récemment le chef de daïra. Ces sites seront pris en charge par ordre de priorité et en fonction de la disponibilité des programmes de logement.

Bidonvilles de la CUMO et Sebika Plus de 50% des recours étudiés et une centaine de familles relogées

K. Assia

Entre 50 et 55% des recours déposés par les exclus du relogement des bidonvilles la Cumo et Sebika ont été étudiés, a annoncé hier le wali d'Oran, M. Saïd Sayoud. Ce dernier a indiqué en outre qu'une centaine de familles ont été relogées à l'issue de l'étude des recours. Le chef de l'exécutif a en outre assuré que toutes les familles qui ont droit au relogement seront relogées. «Les logements sont disponibles et toutes les familles dont les recours seront acceptés bénéficieront d'un logement», a indiqué le wali.

Ce dernier a signalé que l'opération de l'étude des recours se poursuit toujours. En effet, une semaine après le relogement de 1.514 familles des bidonvilles de la cité CUMO et Sebika, dans la commune d'Es-Sénia à Béthioua et à Oued Tlélat, l'étude des recours déposés par les exclus de cette opération avait été lancée. Lors d'une conférence de presse, le chef de daïra avait assuré que la liste définitive, après l'examen de tous les recours, précisant que tous les dossiers introduits par les exclus de cette opération de relogement seront étudiés en toute transparence et conformément à la loi.

Le chef de daïra a tenu à rassurer les demandeurs de logements que la liste des bénéficiaires des 1.514 logements a été élaborée sur la base du dernier recensement de 2018 et que toute personne se sentant lésée n'a qu'à présenter des preuves matérielles à l'exemple d'un certificat de scolarité attestant que ses enfants étaient scolarisés durant la période 2017-2018, a-t-il précisé. Les familles qui remplissent les critères exigés par

la commission d'attribution de logements, à savoir leur recensement et la scolarisation de leurs enfants avant 2018 seront rétablies dans leurs droits, a-t-il indiqué. L'opération de recensement des familles qui résident dans les deux bidonvilles avait été clôturée fin 2018. Dans ce registre, on saura que sur les 1.475 familles recensées au niveau de la cité CUMO et 764 au niveau du bidonville Sebika, seulement 903 et 611 familles ont été retenues, à l'issue d'un contrôle au fichier national, affirme-t-on. A ce titre, 3.500 bons de sortie ont été délivrés par les services de la daïra pour l'évacuation des lieux et toute personne ayant occupé les sites après le recensement de 2018 n'est pas concernée par cette opération de relogement.

Pour s'assurer de la véracité des données, un dernier contrôle de la liste des bénéficiaires de ce programme a été effectué, 48 heures avant le début de l'opération de relogement, a noté le responsable et les résultats obtenus ont révélé que certains bénéficiaires de la cité CUMO avaient été déjà recensés dans le programme destiné aux familles de Batimate Ettalienne et dans la formule dite logements à points.

D'autres ont été recensés dans ce programme et dans celui de Ras El Aïn et Les Planteurs. Pour ce qui est des deux bidonvilles évacués, ceux-ci ont été construits entre 2003 et 2004, sachant que la cité CUMO était un site universitaire qui a été transformé en un bidonville alors que celui de Sebika a été érigé le long de la voie ferroviaire engendrant d'énormes problèmes pour la Société nationale des transports ferroviaires et aussi pour les pouvoirs publics.

Opérationnels dès cette rentrée scolaire 18 nouveaux établissements éducatifs

Le secteur de l'Education de la wilaya d'Oran sera renforcé par dix-huit (18) nouveaux établissements éducatifs dans les trois paliers d'enseignement, au titre de l'année scolaire prochaine 2022-2023, a-t-on appris, lundi du directeur de l'éducation, Abdelkader Oubelaïd. Il s'agit de 11 groupes scolaires du cycle primaire, réalisés au niveau des nouvelles cités d'habitation dans différentes communes de la wilaya, à l'instar des nouveaux pôles urbains de Oued Tlélat et «Ahmed Zabana» à Misserghine, a indiqué M. Oubelaïd, dans une déclaration à l'APS, en marge de la cérémonie organisée en l'honneur des lauréats du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (session juin 2022). Le secteur sera également renforcé de cinq (5) CEM dans les communes de Oued Tlélat, Gdyl, Tafraoui et le chef-lieu de wilaya, en plus de deux (2) lycées au niveau des nouveaux pôles urbains «Ahmed Zabana» à Misserghine et Oued Tlélat, a ajouté M. Oubelaïd. Il est aussi pré-

vu la réalisation de vingt-trois (23) classes dans le cadre de l'extension des écoles et dix (10) cantines scolaires au niveau des zones enclavées. Par ailleurs, pas moins de 175 postes d'enseignants de la langue anglaise ont été ouverts dans le primaire, au titre de la nouvelle saison scolaire, a ajouté M. Oubelaïd qui a relevé qu'une formation sera assurée à ces derniers durant la période allant du 9 au 19 septembre en cours.

A signaler que 46 élèves lauréats aux épreuves du bac ont été récompensés, de même que vingt-et-un (21) autres ayant obtenu leur examen du BEM avec une moyenne de plus de 19 sur 20, et ce, lors d'une cérémonie, organisée à la salle des conférences de la Mosquée «Abdelhamid Benbadis», en présence des autorités locales, du corps enseignant, des partenaires sociaux et des parents d'élèves. La wilaya d'Oran compte actuellement plus de 860 écoles primaires, 180 CEM et plus de 90 lycées, rappelle-t-on.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BEKOUICHE Abdelatif, 68 ans, USTO

DIHARIB Sakina, 61 ans, Dar El Ajaza

BRAHIMI Aek, 71 ans, Es-Sénia

BENDOUKHA Benyakhrou, 93 ans, bd des Martyrs

Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 safar 1444

El Fedjr
05h13

Dohr
13h01

Assar
16h38

Maghreb
19h26

Icha
20h46



TLEMCEM

Une nouvelle feuille de route pour le cadastre et la conservation foncière

Khaled Boumediene

Comme nous l'évoquions le 16 août dernier, Mohamed Mokdad est le nouveau directeur des services du cadastre et de la conservation foncière de la wilaya de Tlemcen. La tâche de ce nouveau responsable qui a géré le cadastre des wilayas de Jijel (6 ans) et Aïn Defla (4 ans) n'est pas du tout aisée. Pour rappel, la bureaucratie pesante qui tracasait les usagers, a poussé les pouvoirs publics à fusionner ces deux administrations désormais en une seule et unique administration, pour assurer une rapidité de traitement des demandes des usagers, une bonne maîtrise des délais de délivrance des documents cadastraux et fonciers et instaurer une parfaite coordination entre leurs personnels, afin de mettre un terme aux querelles récurrentes entre ces deux services importants. Il faut souligner que pour obtenir un document auprès des services du cadastre, le citoyen doit s'armer de patience, pour supporter les longues queues et allers-retours imposés pour espérer acquérir un plan cadastral, ou d'autres documents exigés au citoyen par le notaire ou les services d'urbanisme et communaux. Idem, pour la conservation foncière où le citoyen perd beaucoup de temps pour avoir son livret foncier et son plan cadastral. Par ailleurs, des plans cadastraux ont été bâclés dans certaines communes de la wilaya et sont entachés d'irrégularités, en raison du manque de personnels professionnels et adéquats. Selon nos sources, ces documents contiennent énormément d'erreurs de délimitations et de bornages des ilots et parcelles de terrains.

C'est donc pour ce gestionnaire expérimenté, qui connaît à fond le domaine du cadastre et des hypothèques, un vrai défi administratif, logistique et humain à relever, pour donner une nouvelle image à ces deux administrations du foncier et améliorer la qualité de service. Dans ce cadre, M. Mokdad a organisé récemment une séance de travail regroupant les conservateurs fonciers de Mansourah, Maghnia, Ouled Mimoun et Sebdou



ainsi que les chefs des services du cadastre, pour examiner les voies et moyens de la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route. « L'objectif recherché par cette nouvelle démarche est de rapprocher nos services des usagers notamment les propriétaires du foncier, les notaires et géomètres et les experts et organismes institutionnels et aussi pour offrir un service public plus proche, plus rapide et plus efficace », a affirmé hier Mohamed Mokdad. Une approche nouvelle, un travail très technique mais aussi des attitudes à changer, pour améliorer l'accueil des usagers et renforcer l'interaction avec les usagers. « Il s'agit d'une nouvelle démarche à laquelle tous nos personnels doivent adhérer pour que les usagers soient dorénavant accueillis et orientés avec courtoisie, bienveillance et respect mutuel, pour développer la confiance entre nos services publics et ces usagers. Mais, avant tout, il s'agit d'instaurer une discipline au sein de nos services où la ponctualité et la présence des agents devront être respectées par tous. Sur le plan technique, notre souci est de résorber le plus vite possible le problème des instances enregistrées dans les dépôts des actes de propriété à publier et des livrets fonciers. Nous devons appliquer à la lettre les notes et la réglementation émanant de la di-

rection générale particulièrement les cas des biens non revendiqués relevés lors de différentes opérations du cadastre général. Tout citoyen pourra acquérir son extrait de plan ou ses documents cadastraux et fonciers en un temps court », a précisé le directeur du cadastre et de la conservation foncière.

Outre ces priorités, il s'agit pour ces services de mettre à jour les plans cadastraux, mettre en œuvre des techniques topographiques en vue de leur confection, pour assurer la maintenance et l'amélioration des plans cadastraux, et pour participer avec le service des domaines aux opérations immobilières de l'Etat et des collectivités locales et ce, selon un programme d'action approuvé par la Direction générale. M. Mokdad a fait savoir que près de 275 hectares urbains seront cadastrés cette année à Ouled-Mimoun. Le plan de restitutions avalisé par la DG prévoit en outre des opérations de restitutions au niveau de plusieurs localités de la wilaya notamment dans les localités de Ghazaouet, Marsat Ben M'hidi, Tlemcen, Maghnia, Chetouane, Béni Snous, Maghnia, Sebdou, Nedroma, Remchi, Hennaya, Bab Assa, Sidi Djillali, Souahlia, Fellaoucene, Souk Tleta, Beni Ouarsous, Bensekrane, Béni Boussaid et Honaine.

MOSTAGANEM

Le nouveau procureur général installé

Le procureur général de la Cour de justice de Mostaganem Mohamed Merah a été installé lundi dans ses nouvelles fonctions suite au mouvement partiel dans le corps de la justice décidé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie d'installation s'est déroulée sous la présidence de Hachemi Cheikh, président de chambre à la Cour suprême et représentant du

ministre de la Justice et Garde des sceaux, en présence des autorités civiles et militaires, de magistrats et fonctionnaires de la justice.

Ce mouvement dans le corps des magistrats, décidé par le chef de l'Etat, "vise à donner une nouvelle dynamique à l'action judiciaire tout en renforçant les volets de la protection des libertés fondamentales des personnes et des

groupes et à améliorer les prestations judiciaires", a souligné Hachemi Cheikh lors de la cérémonie d'installation du nouveau procureur général de la wilaya.

M. Mohamed Merah occupait auparavant le poste de procureur de la République au niveau du tribunal de Ghazaouet. Il remplace Smail Kedider, nommé au même poste dans la wilaya de Saïda.

Des équipements pour la Santé

La wilaya de Mostaganem a procédé, lundi, à la distribution de fournitures scolaires et du matériel médical d'une valeur de 180 millions DA, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'opération de distribution des cartables au profit des élèves nécessiteux et du matériel médical mais aussi des fauteuils roulants pour personnes aux besoins spécifiques a été supervisée par le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia.

Pas moins de 3.300 élèves nécessiteux ont ainsi bénéficié d'un cartable contenant des fournitures scolaires pour une enveloppe financière estimée à 11 millions DA.

Par ailleurs, 54 appareils de mobilité pour les personnes aux besoins spécifiques ont été livrés dont 19 motos adaptées et 19 fauteuils roulants électriques dont trois réservés aux enfants scolarisés ont été également distribués.

Dans le cadre de cette opération, les services de la wilaya de Mostaganem ont acquis six (6) ambulances pour une enveloppe financière de 76 millions DA, affectées aux salles de soins des communes d'Ouled Boughalem, Nekmaria, Oued El Kheir, Safsaf, Souaklia et la polyclinique de Hassi Mamache.

L'Etablissement hospitalier "Hocine Hamadou" de Sidi Ali a bénéfi-

cié d'une opération d'équipement de son service de néphrologie avec dix (10) nouveaux appareils de dialyse.

Huit (8) salles de soins ont été aménagées dans les communes d'Ouled Boughalem, Sidi Lakhdar, Sayyada, Aïn Nouissi, Mostaganem, Sidi Ali, Bouguirate et dotées d'équipements médicaux devant leur permettre d'améliorer la prise en charge des malades.

Enfin, l'équipe de football de l'Espérance de Mostaganem a bénéficié d'une aide financière de cinq (5) millions DA dans le cadre du soutien des clubs sportifs locaux, a-t-on indiqué de même source.

MASCARA

Un homme meurt noyé dans une retenue d'eau

Belkecir Mohamed

Des habitants du douar Trara relevant de la commune de Tighennif étaient intrigués lundi en fin de journée de trouver du linge accroché à un arbre tout près d'un bassin d'irrigation. Pensant au pire, d'autant plus qu'ils étaient à la recherche d'une personne disparue, ils font appel à l'unité de la protec-

tion civile pour ratifier les profondeurs de cet ouvrage. Une équipe de plongeurs est intervenue et a retiré du fond de l'eau le corps sans vie d'un homme, âgé de 37 ans, victime d'une noyade. La dépouille de la victime a été déposée au service de la médecine légale de l'hôpital. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de ce drame.

EL-BAYADH

La mairie d'Aïn El-Orak offre des fournitures scolaires aux écoliers

Hadj Mostefaoui

Louable initiative que celle prise par la commune d'Aïn El-Orak. Cette collectivité locale s'est distinguée du lot en offrant gracieusement des fournitures scolaires à des écoliers. Une opération de solidarité qui touchera en priorité les enfants issus de

la zone d'ombre tel le hameau enclavé de Sid hadj Benameur et fera ainsi bénéficier pas moins de 375 enfants scolarisés qui recevront chacun une blouse, un cartable et des fournitures scolaires. Les maires des 31 communes restantes feront-ils de même avant le premier jour de la rentrée scolaire ?

CHLEF

Lâcher de faisans dans les forêts d'Ouled Ben Abdelkader

Un lâcher de 300 faisans a été réalisé au niveau des forêts d'Ouled Ben Abdelkader, au Sud de Chlef, dans le cadre du développement de la richesse cynégétique de la région et de la garantie d'une chasse durable, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. "Réalisé en coordination avec la fédération des chasseurs de la wilaya, le lâcher a permis l'introduction de cette espèce d'oiseaux (faisan) dans l'espace forestier de la région, un fait qui devrait contribuer au développement de la richesse cynégétique et à la préservation de la vie sauvage et de l'écosystème", a indiqué le responsable du district forestier de la commune d'Ouled Ben Abdelkader, Maamar Doumi.

Le même responsable, qui a expliqué que le faisane est un oiseau résistant aux grandes chaleurs et au froid extrême, et qui se reproduit rapidement comparativement à d'autres espèces, a signalé que cette opération intervient après le lâcher de 300 perdrix, réalisé en août dernier. Le président de la fédération des chasseurs de la wilaya, Mohamed Guerrouzi, a loué ces lâchers de différentes espèces d'oiseaux dans les forêts de Chlef, en raison de leur "rôle dans le

maintien de l'équilibre écologique et la garantie d'une chasse durable, en perspective de l'exercice de l'activité de chasse", a-t-il souligné.

"La préservation de l'environnement et l'exercice de l'activité de chasse requièrent la fédération des efforts de toutes les parties concernées, à travers une chasse rationnelle, la disponibilité du gibier, et le respect des dates et des périodes de chasse, ainsi que la préservation du couvert forestier et sa protection contre les incendies, tout en œuvrant au reboisement des zones brûlées", a ajouté le même responsable. A noter l'organisation, le week-end passé, par la maison de l'environnement de Chlef, d'un examen d'évaluation au profit de 221 chasseurs, ayant bénéficié récemment d'une formation qualifiante dans le domaine de la chasse, en présence de représentants des services de sécurité et de la protection civile.

La conservation des forêts de Chlef œuvre, en coordination avec la fédération des chasseurs de la wilaya, à assurer une formation qualifiante aux chasseurs, en perspective de l'ouverture de la saison de chasse. Sachant qu'une dizaine de zones ont été proposées pour la chasse légale.

Un trafic de drogue démantelé

La Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la sûreté de wilaya de Chlef a saisi huit (8) kg de kif traité suite au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues et de substances psychotropes, a-t-on appris, mardi, auprès de ce corps sécuritaire. Selon un communiqué émis par la cellule de communication de la sûreté de wilaya, la BMPJ a procédé à l'arrestation de cinq individus activant dans un réseau criminel de trafic de drogues à travers la wilaya, avec la saisie de 8 kg de kif traité, dans le cadre de ses efforts de lutte contre le trafic de drogue sur son territoire de compétence.

Cette opération a été réalisée suite à des informations portant sur la présence d'individus se préparant à la commercialisation de drogues sur le territoire de compétence. Les investigations menées ont permis l'arrestation de cinq individus, âgés de 27 à 38 ans, à bord d'un véhicule, a ajouté la même source. La fouille du véhicule en question a permis, selon le même communiqué, la découverte de 8 kg de kif traité, en plus d'une somme de près de 800.000 DA, issue de la vente de cette drogue.

Les mis en cause dans cette affaire ont été déférés devant les autorités judiciaires de Ténès, a conclu le même document.

EL TARF

Incendie à Ouled Anane

A. Ouélaa

Un violent incendie s'est déclaré dans la localité de Ouled Anane dans la commune de Boutheldja, wilaya d'El Tarf, en fin de journée de dimanche dernier. Des moyens humains et matériels importants ont été mobilisés, en l'occurrence l'unité secondaire de Boutheldja de la protection civile, celle de Berihane, la colonne mobile

pour venir à bout de cet incendie. Il aura fallu quelques heures pour circonscrire cet incendie et empêcher sa propagation vers les habitations environnantes.

Des dégâts ont quand même été enregistrés. Il s'agit de quatre baraques qui ont été totalement calcinées et dont les occupants ont été secourus et transférés vers les urgences de Boutheldja, la destruction de 900 bottes de foin, 38 arbres fruitiers.

Indemnisation des victimes des incendies

L'opération indemnisation des victimes des incendies du 17 août passé se poursuit toujours dans la wilaya d'El Tarf. Pour la journée du lundi dernier, c'est à la daïra de Boutheldja, précisément au niveau de la ferme Rokia Menai, où 100 bovins et 350 ovins et quelques caprins qui ont été distribués à ceux qui ont perdu leur cheptel dans ces incendies.

A Kef Ghorab, dans la commune de Béni Salah, le coup d'envoi a été donné par le wali pour la création d'une ceinture de protection contre les incendies.

Des apiculteurs ayant perdu leurs ruches durant ces incendies ont reçu aussi des ruches d'abeilles. Des étales durement touchées par ces feux de forêts seront aus-

si restaurés. Outre ces indemnités, le wali a insisté sur cette opération qui doit s'achever dans les plus brefs délais. Concernant la plantation des arbres comme les oliviers, les arbres fruitiers et autres, le wali a indiqué qu'elle se fera selon un plan et un programme préconisés par les spécialistes en la matière, qui tiennent compte de la période propice à la plantation de chaque type d'arbre. Enfin, pour ce qui est des constructions endommagées par ces incendies dont le nombre dépasse la cinquantaine, il sera procédé à leur réfection alors que ceux qui ont totalement perdu leurs habitations à Jilass dans la ville d'El Kala dont le nombre est 07, ils seront relogés. **A.O.**

EL-OUED

Saisie de 53.500 paquets de cigarettes

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Oued El-Alenda (20 km à l'ouest du chef-lieu de la wilaya) ont procédé à la saisie de 53.500 paquets de cigarettes de marque étrangère destinés à la contrebande, a indiqué un responsable de ce corps de sécurité. «L'opération est intervenue après exploitation d'informations faisant état de mouvements suspects d'individus spécialisés dans le trafic de cigarettes de marque étrangère qui tentaient de faire passer une quantité considérable par le territoire de la wilaya», a précisé à l'APS le commandant de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale.

Les mêmes services ont mis en place un plan pour déjouer cette opération en intensifiant les recherches et les investigations et en

fermant tous les accès au niveau de tous les quartiers de la commune.

Ces mesures ont permis de repérer une camionnette sur une route déclassée dans le territoire de la commune. La fouille du véhicule a permis de découvrir 15.000 paquets de cigarettes dissimulés dans la camionnette.

Les investigations préliminaires menées par les mêmes services ont permis de découvrir une autre camionnette comprenant 38.500 paquets de cigarettes.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête approfondie pour déterminer les circonstances de cette affaire. Le mis en cause principal a été déféré devant la juridiction compétente pour parachever les procédures d'enquête. Les deux autres mis en cause sont en état de fuite.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 safar 1444

El Fedjr 04h55	Dohr 12h46	Assar 16h22	Maghreb 19h11	Icha 20h32
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



BOUIRA

Un million de quintaux de céréales engrangés dans les silos

Farid Haddouche

La campagne moisson-battage s'est déroulée dans de bonnes conditions et d'importants moyens humains et matériels ont été réquisitionnés, d'après Mme Neila Adami, responsable du service de l'organisation de la production et de l'appui technique (SOPAT) à la direction des services agricoles (DSA). Cette dernière a annoncé une collecte de plus d'un million de quintaux, précisément 1.164.981 quintaux de différents types de céréales, à savoir l'orge, le blé dur et tendre, et l'avoine.

Il a été fait savoir également qu'à travers toutes les superficies céréalières des plaines d'Aïn Bessem, El Asnam, Arribs et autres, il a été signalé une récolte qui a traversé le 1 million de quintaux, répartis entre 826.106 quintaux de blé dur, 128.218 quintaux de blé tendre, 187.551 quintaux d'orge et 23.105 quintaux d'avoine.

Le rendement à l'hectare a été relevé à plus de 32 quintaux/hectare pour le blé dur, 31 quintaux/hectare pour le blé tendre, 28 qx/ha pour l'orge et 19 qx/ha pour l'avoine. Ce qui est en somme un bon ouvrage sur le plan du rendement.

Durant la campagne moisson-battage, il y a eu des feux de récoltes qui se sont déclarés à cause de la canicule et la sécheresse au niveau de certaines parcelles des régions



semi-arides de la wilaya. Ainsi, ces désagréments ont causé des pertes à raison de 930,26 hectares. Ce qui est une perte minime, à comparer aux importants incendies de récoltes qui se sont produits l'année dernière et qui ont détruit plusieurs superficies. Encore que cette année des actions de prévention contre les feux de récoltes ont été intensifiées par les services concernés et d'autres partenaires. Ce qui est affirmatif aussi pour cette année agricole, c'est que les maladies cryptogamiques n'ont pas fait leur apparition. Ce fait démontre le bon travail de traitement accompli par les agriculteurs céréaliers, en procédant à l'éradication des mauvaises herbes, à l'aspersion de près

de 40 mille hectares et à l'utilisation des engrais sur une superficie de plus 50 mille hectares, sur les 72.949 hectares qui ont été ensemencés. Avec la distribution des engrais aux agriculteurs bien avant le commencement de la campagne labours-semences, cela a rendu possible le bon traitement et le suivi régulier des champs céréaliers.

La présence de l'eau en quantité suffisante n'a pas vraiment été au rendez-vous, avec une pluviométrie peu favorable. Tous ces paramètres cités ont concouru à une moisson assez moyenne, qui a tout de même sauvé la saison des céréales en collectant un peu plus d'un million de quintaux.

BLIDA

Caravane d'information sur la formation professionnelle

Une caravane d'information sur les spécialités assurées par le secteur de la formation professionnelle durant la session de septembre courant a été lancée, lundi, par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de Blida, au profit des zones reculées de la wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de cette dernière. «Cette caravane sillonnera, trois jours durant, des zones reculées de la wilaya pour informer les jeunes et tous ceux désirant acquérir un métier qui les habilitera à intégrer le monde du travail, sur les spécialités de formation assurées lors de la prochaine session professionnelle et le nombre de postes mis à leur disposition», a indiqué, à l'APS, la directrice du secteur, Halima Meziani. La caravane, organisée en coordination avec diverses associations, organismes, fédérations de wilayas,

et autres directions de la jeunesse et des sports, et du tourisme et de l'artisanat, et comptant des cadres du secteur, dont des enseignants et des inspecteurs, ciblera notamment les communes d'Ain Romana, Souhane, Djebabra et Ouled Slama.

Les jeunes chômeurs, femmes au foyer et autres universitaires de ces régions seront informés des offres de formation disponibles durant la session de septembre, tout en les sensibilisant sur l'importance de la formation dans leur vie à venir, a fait savoir la même responsable. Mme Meziani a annoncé, à l'occasion, l'introduction de trois nouvelles spécialités dans son secteur. A savoir la formation en «réseaux de communication» au niveau de l'Institut de formation professionnelle de Bouguera, technicien en «achat et approvisionnement» au Centre de formation professionnelle et

d'apprentissage (CFPA)» Taleb Mohamed» et «hôtellerie, restauration, option cuisine» à l'école privée Barbara. A noter que la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de Blida a introduit sur son site électronique, l'application «Ouroudhi» (Mes Offres), englobant toutes les offres de formation assurées pour cette session. Cette application restera ouverte jusqu'au 15 septembre, date de fin des inscriptions. Quelque 7.141 offres de formations sont proposées par le secteur à la faveur de la session de septembre, selon les chiffres fournis par la même direction, qui a signalé l'inscription de plus de 1.400 stagiaires sur sa plateforme numérique. «Un nombre appelé à la hausse au cours des prochains jours, car beaucoup de personnes concernées rentreront des vacances», a ajouté la même source.

TIZI OUZOU

Rentrée scolaire: plus de 1.200 enfants aux besoins spécifiques

Un total de 1.224 enfants aux besoins spécifiques rejoindront le 21 septembre courant les bancs des établissements spécialisés pour leur scolarité, a-t-on appris lundi de la direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Ils seront répartis à travers les trois centres psychopédagogiques pour handicapés mentaux et une école pour jeunes handicapés visuels ainsi que les 34 classes spécialisées qui ac-

cueilleront 123 enfants, a précisé la même source. Des structures publiques auxquelles s'ajouteront six établissements associatifs et un établissement mixte (primaire et moyen) à Boukhalfa, à la sortie ouest du chef-lieu de wilaya d'une capacité de 85 enfants, 46 non-voyants et 39 sourds.

La direction de l'action sociale s'attèle également à la préparation de la rentrée de la formation

et de l'enseignement professionnels pour les personnes aux besoins spécifiques ayant plus de 18 ans, a en outre indiqué à l'APS son premier responsable, Achour M'henni. «Il s'agit, pour cette catégorie, de les orienter, en collaboration avec la direction de ce secteur, vers des métiers à l'effet d'assurer leur intégration sociale, en prenant en compte leur infirmité», a-t-il souligné.

Coupe arabe U 17
Les Verts en finale,
le sacre à portée de mains

M. Zeggai

Fête grandiose avant-hier au stade Abdelkrim Kerroum de Sig où le public a joué un rôle prépondérant à la qualification à la finale de l'équipe nationale algérienne des moins de 17 ans, arrachée haut la main devant une excellente sélection de l'Arabie Saoudite. Pour un exploit, c'en fut un devant la meilleure équipe du tournoi, selon le sélectionneur national, Rezki Remane. Les Verts ont tenu le coup avant de s'imposer aux tirs au but (5-4) après un match, plein de suspense et très disputé entre les deux formations qui ont fourni une belle prestation sur le plan de l'engagement. Tactiquement, les nôtres sont parvenus, en dépit de quelques défaillances, à bloquer les Saoudiens et à annihiler toutes leurs tentatives. Sur le plan offensif, les Algériens se sont efforcés de développer leur jeu, mais ce ne fut guère facile devant l'organisation défensive de leurs adversaires qui se sont montrés très actifs dans la récupération de la balle. En somme, les jeunes Fennecs ont réussi une performance de taille qui leur ouvre les portes de la consécration, car le rêve est permis face au Maroc dans une finale qui promet sur tous les plans. Conscient de l'enjeu, l'entraîneur national a misé sur une stratégie de prudence pour éviter les conséquences psychologiques d'un but encaissé qui aurait pu faire sortir ses joueurs du match. Pour cela, le coach national n'a pas chamboulé son plan, notamment défensif, en s'appuyant sur une charnière centrale à trois éléments dans l'axe central et ce, pour ré-



duire la force de frappe de la sélection saoudienne qui possède, il faut le reconnaître, des attaquants redoutables et un milieu de terrain travailleur comme en témoigne son efficacité avec la bagatelle de 17 buts inscrits en 4 matches. C'est d'ailleurs la première fois depuis le début du tournoi que l'Arabie Saoudite n'a pas trouvé de solution offensive et n'a pas trouvé le chemin des filets. Sur le plan des statistiques, l'EN s'est procurée les meilleures occasions de but et aurait pu éviter la série des penalties dans le temps additionnel. A présent, les Verts ne sont pas loin de la consécration dans cette joute arabe. Rezki Remmane, le sélectionneur algérien, a salué la performance de ses jeunes qui ont « appliqué à la lettre les consignes. Ils ont fait preuve d'un grand professionnalisme sur le terrain. Je dois aussi mettre en valeur l'apport de notre public qui nous a encouragé du début jusqu'à la fin de la partie. Nous sommes très heureux de cet-

te qualification qui vient récompenser un long travail réalisé avec ces jeunes. Je ne peux m'exprimer sur la finale, car je suis encore sous l'effet de l'émotion », a-t-il déclaré. Quant à Abdelouahab Nacer El Harbi, le coach national d'Arabie Saoudite, il a fait preuve d'une grande sportivité en félicité la sélection algérienne pour sa qualification en finale. « Félicitations d'abord à la sélection algérienne et ses supporters qui ont donné un cachet particulier à la rencontre. De notre côté, nous avons fourni une bonne prestation contre un adversaire qui a lui aussi montré un bon visage. L'adversaire algérien a bien étudié notre méthode de jeu, ce qui l'a poussé à changer sa stratégie habituelle. Cela dit, les quatre équipes qui se sont qualifiées au dernier carré méritent toutes de triompher. Pour notre part, je peux dire que nous avons gagné une équipe sur laquelle le football saoudien peut miser à l'avenir », a-t-il affirmé en fin de partie.

USM Harrach

Lefki réclame la gestion du Stade de Baraki

Alors que l'Algérie s'apprête à réceptionner de nouvelles enceintes, la question de leur attribution au sein du large panel de clubs algériens se pose toujours. À Alger, le nouveau Stade de Baraki et le nouveau Stade de Douera seront bientôt là. Enfin diront certains, tant la capitale semble manquer d'enceintes de haut niveau en comparaison avec le nombre de clubs qui évoluent ou sont susceptibles de régulièrement évoluer en première division (CRB, USMA, MCA, NAHD, PAC, USMH,

RCK notamment). Pour autant, il n'a pas, en dépit de récurrentes rumeurs, été annoncé avec précision les titulaires de ces nouveaux stades. Il semblerait que le stade de Douera revienne au MCA là où celui de Baraki irait au CRB, mais l'USMA a, par exemple, également réclamé de résider à Douera. Pour Baraki, c'est cette fois Mohamed Ameziane Lefki, président de l'USM El Harrach, qui souhaite voir son club le gérer, bien qu'actuellement en seconde division. C'est l'argument de la proximité géogra-

phique évidente qui le conduit à avancer telle requête : « J'entends ici et là des voix s'élever pour réclamer la gestion du stade de Baraki. À ceux-là, je réponds que le seul et unique club habilité à gérer le stade de Baraki, c'est l'USMH. Il est tout à fait raisonnable que l'Etat gère le stade, que des clubs d'Alger ou d'autres villes y jouent, mais si un club devait obtenir sa gestion, c'est bien l'USMH. Il y a 200 mètres entre Baraki et El-Harrach, donc, il n'y a pas de raison à ce que ce stade soit attribué à un autre club. »

Presse sportive

Notre collègue Nacer Cherif n'est plus

Adjal Lahouari

La triste nouvelle a vite circulé sur les réseaux sociaux. Notre collègue Nacer Cherif a perdu le terrible combat contre la maladie après avoir résisté avec courage et vaillance durant de nombreuses années. Ce qui est certain, c'est qu'il a vécu avec passion au sein de l'arbitrage et de la presse sportive. Après avoir atteint un grade respectable dans la difficile fonction de referee, il s'est converti en

journaliste sportif avisé, et nous parlons en connaissance de cause pour avoir assisté à ses débuts au sein du Quotidien d'Oran, avant de collaborer avec plusieurs titres nationaux et régionaux, dans ce domaine tout aussi ardu. En dépit d'un état de santé pré-occupant, il a toujours assuré en couvrant les événements de façon prolifique, même en déplacement. Nacer Cherif était un compagnon constamment disponible envers sa petite famille et ses col-

lègues, et les témoignages à ce sujet ne manquent pas. Malgré son handicap, il a toujours assisté aux rencontres de son club de cœur, l'ASM. Pour l'ensemble de son œuvre, il a été distingué par une structure spécialisée, un geste qui l'a profondément touché. C'est lundi après-midi, qu'il a été accompagné à sa dernière demeure en présence de sa famille et de ses amis. Il nous laisse de nombreux souvenirs d'un homme affable et sincère.

Ligue 1
Les dates des trois
prochaines journées fixées

La Ligue de football professionnel (LFP) a arrêté les dates de la 4ème à la 6ème journées du Championnat de Ligue 1 professionnel prévues entre le 16 septembre et le 1er octobre. Ainsi, la quatrième journée se jouera les 16 et 17 septembre, suivie de la cinquième le 24 septembre. Quant à la 6e journée elle se déroulera en deux jours, les 30 septembre et 1er octobre. Pour rappel, la troisième journée de L1 débute ce mardi avec le déroulement de deux matchs avancés: USM Alger-JS Kabylie et CR Belouizdad- MC Oran à 16h45, afin de permettre au

CRB et JSK de disputer les matchs du 1er tour préliminaire de la Ligue des Champions africaine de football.

Programme des trois
prochaines journées:

- 4ème journée:**
Vendredi 16 et Samedi 17 septembre 2022.
- 5ème journée:**
Samedi 24 septembre 2022.
- 6ème journée:**
Vendredi 30 septembre et samedi 1 octobre 2022.

Tennis de table - Championnat d'Afrique
Médaille de bronze
pour les Algériennes

L'équipe nationale filles de tennis de table s'est adjugée la médaille de bronze de l'épreuve par équipes des 25es Championnats d'Afrique de tennis de table (seniors/garçons et filles), en battant Maurice sur le score de 3-1, lundi en match de classement disputé à la Coupole du complexe olympique «Mohamed Boudiaf» (Alger). Les coéquipières de Lynda Loghraibi ont remporté trois victoires contre une seule défaite face aux Mauriciennes, ce qui leur a permis de monter sur la 3e marche du podium africain. C'est Lynda Loghraibi qui a montré le voie à ses coéquipières, en battant lors du premier match, Jalim Nandeshwaree avant que sa compatriote Kessaci Katia ne perd le sien et permet à Hosenally Oumehani, capitaine de l'équipe mauricienne de gagner le deuxième match 2-3 et d'égaliser un partout. Les Algériennes ont repris espoir avec le succès de Malissa Nasri, vainqueur contre Desscann Sandhana 3-0, laissant le soin à Loghraibi de sceller la victoire face à Oumehani 3-1. La 5e position est revenue à la Côte d'Ivoire devant l'Angola (3-0), la 7e place au Maroc vainqueur de l'Afrique du Sud (3-1). Le match de classement pour la médaille de bronze est revenu à la

Tunisie devant la Côte d'Ivoire (3-0), alors que le Maroc a pris la 5e position, grâce à sa victoire contre l'Afrique du Sud (3-1), l'Angola a terminé 7e en battant le Cameroun (3-2), alors que la Mauritanie, sans jouer, a pris la 9e position. Dans les épreuves du double mixte, le meilleur parcours des Algériens est à mettre à l'actif de la paire: Katia Kessaci/Larbi Bouriah qui a atteint le stade des quarts de finale avant de perdre face au double mixte égyptien composé de Hana Goda/Mohamed El-Beiali (2-4). Pour atteindre les quarts de finale, le du algérien avait éliminé, successivement, la paire sud-africaine Shaun Jones/Lailaa Edwards (3-0) et Alaa Yehia (Egypte)/Youssef Abid (Tunisie) 3-2. Pour sa part, le double mixte Lynda Loghraibi/Sami Kherouf n'a pas pu aller au delà des 8es de finales. Il a éliminé la paire ivoirienne Rebecca Houn-gue/Don Ange Cedric (3-0), avant de perdre face à Oumehani Hosenally (Maurice) /Olajide Omotayo (Nigéria) 2-3. De même que Chai-chi Abdelbasset/Amina Kessaci éliminés par la paire égyptienne Dina Meshref/Ahmed Saleh (0-3), et Aissa Belkadi/Malissa Nasri écartés en 8es par le double mixte égyptien composé de Khalid As-sar et Yousra Helmy(1-3).

Equitation
Concours international
d'endurance à Batna

Un concours international d'endurance aura lieu les 9 et 10 septembre du mois en cours au centre équestre de la commune de Djerma à Batna. Cette compétition de deux jours, organisée par la ligue équestre de wilaya de Batna en collaboration avec la Fédération équestre algérienne (FEA), verra la participation de plus de 80 couples cavaliers et chevaux représentant une quinzaine de clubs équestres du pays. La première journée prévoit le déroulement de trois épreuves nationales d'endurance sur des distances de 40, 60 et 80 kilomètres, réservées aux jeunes cavaliers de 14 à 25. La deuxième journée ver-

ra l'organisation de deux courses internationales une et deux étoiles sur des distances de 100 km et 120 km, destinées à une quinzaine de cavaliers. Ce concours qui constitue une belle opportunité pour les cavaliers afin de réaliser des performances et qualifier leurs chevaux pour courir en CEI deux et trois étoiles, sera dirigé par des juges, délégués techniques et vétérinaires désignés par la Fédération équestre internationale. En course d'endurance, le vainqueur est déclaré lorsque les critères vétérinaires sont satisfaisants et la vitesse moyenne de l'épreuve respectée. Une visite vétérinaire est programmée la veille de chaque course.

Hors- jeu semi automatique Pour le bien du jeu et de l'arbitrage

**Moins d'interruptions, moins de contestations ?
En introduisant le «hors-jeu semi-automatique»
en Ligue des champions, l'UEFA espère fluidifier
les rencontres de sa compétition reine,
«pour le bien du jeu».**

Ce nouvel outil, qui a «parfaitement fonctionné» le 10 août lors de la Supercoupe de l'UEFA remportée par le Real Madrid contre l'Eintracht Francfort (2-0), vise à «améliorer le déroulement du match et la cohérence des décisions», résumait Roberto Rosetti, patron des arbitres au sein de l'instance européenne. L'UEFA place dans la «technologie semi-automatisée du hors-jeu» (SAOT) les mêmes espoirs que la Fifa, qui l'a testée lors de la dernière Coupe arabe puis du Mondial des clubs et l'utilisera lors du Mondial-2022 au Qatar (20 novembre-18 décembre). «Pour le bien du jeu et de l'arbitrage, l'UE-

FA veut toujours utiliser la meilleure technologie possible», a assuré M. Rosetti, bien que cette tendance symbolisée par l'introduction de l'assistance-vidéo à l'arbitrage (VAR) - lors du Mondial-2018 puis à partir de février 2019 en C1 - ne fasse toujours pas l'unanimité. L'objectif de la SAOT est d'établir à tout moment la position des joueurs et du ballon en se passant de l'oeil humain - et de son risque d'erreur -, grâce à des caméras placées sous le toit des stades et capables de «tracer jusqu'à 29 points corporels différents» par joueur. Placé au centre du ballon, un capteur enverra lui des données à la salle de visionnage pour déterminer

le moment où il est joué, avec une précision humaine inatteignable, permettant d'alerter automatiquement les arbitres vidéo si l'attaquant est en position de hors-jeu.

La décision finale reviendra néanmoins à l'arbitre principal, d'autant que la règle même du hors-jeu interdit d'en automatiser totalement l'application. Une fois la position des joueurs prise en compte, il reste en effet à apprécier si un adversaire a pu remettre intentionnellement la balle en jeu, comme l'avait illustré le but controversé de Kylian Mbappé lors de la victoire de la France face à l'Espagne en finale de Ligue des nations (2-1) en octobre 2021.

Les effectifs les plus chers du monde Man City, Man United et Paris SG en tête

L'Observatoire du football a publié lundi le classement des effectifs les plus chers du continent européen. Trois clubs de Premier League occupent le podium, tandis que le Paris Saint-Germain figure à la quatrième place.

La Premier League sur une autre planète. Le championnat d'Angleterre, le plus dépensier du mercato estival avec des achats de 2,25 milliards d'euros, domine également le classement des clubs qui auront déboursé le plus d'argent pour composer leurs effectifs actuels. C'est ce qui ressort d'une étude publiée ce lundi par l'Observatoire du football. Si Chelsea restera la formation la plus dépensière de l'été 2022, comme révélé sur notre site, c'est Manchester City qui occupe la première place des clubs qui ont aligné le plus de sous pour constituer leurs groupes. Selon le CIES, le

champion d'Angleterre 2022 a lâché 1,064 milliard d'euros bonus compris pour construire l'actuel effectif entraîné par Josep Guardiola. Cet été, les Citizens se sont notamment attaché les services de l'attaquant norvégien Erling Haaland (60 millions d'euros) et du milieu anglais Calvin Phillips (49 millions d'euros). Manchester United suit avec 1,001 milliard d'euros en indemnités de transferts. Avec l'ailier brésilien Antony, débarqué de l'Ajax Amsterdam pour 95 millions d'euros, les Red Devils ont réalisé la transaction la plus importante de

ce mercato. Le podium est complété par Chelsea avec 881 millions d'euros d'achats, les Blues repoussant le Paris Saint-Germain à la quatrième place. Le champion de France 2022 était troisième la saison passée.

Fort de six recrues estivales - Vitinha, Nordi Mukiele, Renato Sanches, Hugo Ekitike, Fabian Ruiz, Carlos Soler - le club de la capitale française a dû dépenser 847 millions d'euros pour s'offrir son effectif actuel. Avec également Liverpool, Arsenal et Tottenham, la Premier League place pas moins de six clubs dans le Top 10.

Les effectifs les plus chers en Europe

1. Manchester City : 1,064 milliard d'euros
2. Manchester United : 1,001 milliard d'euros
3. Chelsea : 881 millions d'euros
4. Paris Saint-Germain : 847 millions d'euros
5. Liverpool : 777 millions d'euros
6. Real Madrid : 721 millions d'euros
7. FC Barcelone : 626 millions d'euros
8. Arsenal : 534 millions d'euros
9. Tottenham : 519 millions d'euros
10. Atletico Madrid : 502 millions d'euros

Avion, train ou char à voile ? Le PSG sous le feu des critiques



«Arrogance», "déconnexion: un fou rire de Kylian Mbappé et un trait d'ironie de l'entraîneur du PSG Christophe Galtier, sur le recours aux chars à voile pour les déplacements du club de football parisien au lieu d'avions très émetteurs en carbone, ont déclenché une tornade médiatique et politique mardi en France.

Le PSG s'était fait tancer dimanche par le directeur du groupe ferroviaire français TGV-Intercités pour avoir utilisé le week-end dernier l'avion plutôt que le train pour un rapide aller-retour Paris-Nantes, dans l'ouest de la France, pour la 6e journée de Ligue 1 (3-0).

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse lundi, l'entraîneur du PSG a répliqué, hilare, alors que Kylian Mbappé venait d'éclater de rire: "ce matin, on a discuté avec la société avec laquelle on fait nos déplacements pour savoir si on ne pouvait pas se déplacer en char à voile". La séquence est devenue immédiatement virale, suscitant des réactions outrées.

La maire de Paris Anne Hidalgo, les ministres de l'Economie et des Sports... Tous ont fustigé la désinvolture du coach et de l'attaquant du PSG sur un sujet, le changement climatique, devenu ultra sensible après un été 2022

marqué par trois épisodes de canicule en France.

La Première ministre elle-même, Elisabeth Borne, a tancé les footballeurs: "je pense qu'il est important qu'ils réalisent dans quel monde on est, qu'ils prennent conscience qu'il y a une crise climatique qui n'est plus une hypothèse pour demain mais qui est une réalité maintenant".

"J'invite vraiment le PSG à se saisir très sérieusement de ce sujet, parce que les Français ne comprendraient pas que certains s'estiment au-dessus du réchauffement climatique", a cinglé de son côté la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher.

Le club avait certes pris la peine d'indiquer plus tôt lundi qu'il étudiait "toutes les possibilités de déplacements sur les matches extérieurs". Des discussions ont d'ailleurs lieu avec la compagnie ferroviaire SNCF.

GÉRER LES FANS

Selon le PSG, la priorité reste "la sécurité, le respect de l'ordre public, les problématiques logistiques et l'environnement", mais le club a précisé avoir effectué un déplacement à Lille (à quelque 200 km au nord de Paris) en car: "ce que nous refferons à l'avenir lorsque c'est

possible", a-t-il noté. Pour son déplacement à Nantes, le PSG a mis en avant l'heure tardive et l'impossibilité d'assurer le retour en train.

"On fait du sur-mesure", a répliqué un porte-parole de TGV-Intercités, avec des limites: il reconnaît que les retours tardifs peuvent poser problème puisque les lignes sont souvent fermées la nuit pour travaux.

La SNCF propose la privatisation de trains entiers ou d'une ou deux voitures de 1ère classe dans un train normal.

Un défi majeur concerne la sécurité: comment gérer de probables foules de fans attendant les stars du PSG dans une gare parisienne le soir? La compagnie répond qu'elle peut assurer la sécurité, éventuellement aidée du service d'ordre du club.

La SNCF dit déjà transporter plusieurs équipes de rugby - et sera chargée de convoier la plupart des équipes pendant la Coupe du monde 2023 - mais la notoriété n'est pas du niveau de celle du PSG. Des équipes de foot féminines et masculines de L1 ont aussi recours à ses services, assure-t-elle.

Selon une étude menée par la Ligue de football professionnel, sur l'ensemble des matches de Ligue 1 et Ligue 2 de la saison 2019-2020, 65% des trajets des équipes ont été effectués

en avion, 31% en bus et 4% en train.

- VOL DE DIX MINUTES -

Dans les championnats étrangers, le recours au train n'est pas rare. En Espagne, La Liga est partenaire de la Renfe, comme la Série A en Italie avec Trenitalia. Le train est fréquemment utilisé par le Betis Séville, Getafe ou le Valence CF par exemple.

Mais les distances sont différentes en France par rapport à d'autres pays.

En Italie, les clubs sont assez concentrés au nord (cinq clubs rien qu'en Lombardie par exemple), et l'usage du train est donc assez courant pour les matches de championnat.

L'équipe nationale italienne elle-même se déplace souvent en train pour rallier les stades depuis son centre d'entraînement de Florence.

En Angleterre, avec sept clubs à Londres, soit un tiers du championnat, les déplacements sont plus courts et même les clubs de Manchester ou Liverpool ne rechignent pas à affréter des trains pour se rendre dans la capitale.

En octobre 2021, Manchester United avait cependant été éreinté pour s'être rendu en avion à Leicester --160 km par la route--, soit un vol de dix minutes.

Séisme de magnitude 6,8 en Chine : 65 morts

Au moins 65 personnes ont péri dans le séisme de magnitude 6,8 qui a secoué lundi le district de Luding, dans la province chinoise du Sichuan (sud-ouest), ont annoncé mardi les autorités locales citant un nouveau bilan. Trente-sept personnes ont été tuées dans la préfecture autonome tibétaine de Ganzi, et 28 autres sont décédées dans le district de Shimian de la ville de Ya'an, a précisé la même source. Mardi matin, Ganzi comptait douze disparus et 170 blessés, dont 56 dans un état grave. Un précédent bilan donné lundi a fait état de 46 morts.

Le séisme a secoué le district de Luding, lundi à 12h52 (heure de Pékin), d'après le Centre du réseau sismique de Chine. Le Sichuan a activé le niveau de réponse d'urgence le plus élevé face à ce séisme. Par ailleurs, l'armée chinoise a annoncé mardi avoir déjà déployé 1.900 militaires pour participer à la recherche des disparus et secourir la population affectée par le tremblement de terre. Le Sichuan est régulièrement frappé par des tremblements de terre. En juin, un séisme de magnitude 6,1 avait déjà secoué la province, faisant au moins quatre morts et des dizaines de blessés. En mai 2008, un tremblement de terre très puissant, de magnitude 7,9, avait fait 87.000 morts ou disparus dans le Sichuan. La catastrophe avait constitué un choc national.



Le Covid long empêche des millions d'Américains de travailler

La forme longue du Covid-19 maintient jusqu'à 4 millions de personnes au chômage aux Etats-Unis, avec une perte de salaires estimée à au moins 170 milliards de dollars par an, un fardeau économique important à une époque où le coût de la vie augmente fortement, a révélé Forbes vendredi, citant un rapport de Brookings. Le rapport s'est appuyé sur des données mises à jour de l'enquête sur le pouls des ménages du Bureau du recensement publié en juin, qui a établi que 16,3 mil-

lions de personnes, soit environ 8 % de la population américaine en âge de travailler, sont actuellement atteintes d'une forme longue du Covid-19.

Brookings a corroboré ces conclusions avec une étude récente de la Banque de la Réserve fédérale de Minneapolis, selon laquelle 24,1 % des personnes qui avaient contracté la COVID-19 présentaient des symptômes pendant trois mois ou plus. Selon le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), environ 70 % des Américains

ont contracté le Covid-19, un pourcentage qui se traduit par 34 millions d'Américains en âge de travailler présentant de longs symptômes du Covid-19. Une étude de juillet 2021 du Patient-Led Research Collaborative montre qu'environ 27 % seulement des patients atteints d'un Covid-19 de longue durée travaillaient autant d'heures qu'avant de tomber malades, et que 23 % environ ne travaillaient pas du tout, conséquence directe de la forme longue de la maladie.

Somalie: 730 enfants sont morts dans des centres de nutrition

Environ 730 enfants sont morts entre janvier et juillet dans des centres de nutrition en Somalie, pays au bord de la famine, a indiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance, qui estime que le chiffre réel est plus élevé. "La malnutrition a atteint un niveau sans précédent", a déclaré aux journalistes à Genève la représentante de l'Unicef en Somalie, Wafaa Saeed, lors d'un point de presse en ligne depuis Mogadiscio. "Environ 730 enfants sont morts dans des centres de nutrition à travers le pays" entre janvier et juillet, a-t-elle dit. C'est moins de 1 % des en-

fants admis dans ces centres, mais l'Unicef estime que le chiffre réel est plus élevé car de nombreux décès ne sont pas signalés. Quelque 1,5 million d'enfants, soit près de la moitié des enfants de moins de cinq ans, sont susceptibles de souffrir de malnutrition aiguë. "Et parmi eux, 385.000 auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë sévère", a expliqué Mme Saeed.

La Somalie est au bord de la famine, a alerté lundi le chef de l'agence humanitaire de l'ONU, dans un "ultime avertissement" avant une catastro-

phe dans ce pays de la Corne de l'Afrique en proie à une sécheresse historique. "En raison de la sécheresse, de nombreuses sources d'eau se sont tarées. Beaucoup d'entre elles se sont également asséchées en raison de leur trop grande utilisation, et nous avons environ 4,5 millions de personnes qui ont besoin d'un approvisionnement en eau d'urgence", a indiqué la représentante d'Unicef en Somalie. Ce chiffre devrait augmenter à mesure que la sécheresse s'aggrave alors que, selon l'Unicef, le prix de l'eau a augmenté de 55 à 85 % depuis janvier.

Tunisie : 161 migrants clandestins secourus en mer en une nuit

Des unités de la garde côtière tunisienne ont réussi, dans la nuit de dimanche à lundi, à sauver 161 migrants clandestins, alors qu'ils tentaient de franchir illégalement les frontières maritimes nationales tunisiennes vers les côtes italiennes, a annoncé lundi Houssein Eddine Jebabli, porte-parole de la Garde nationale du pays. Des opérations de sauvetage ont été menées toute la nuit par des unités navales au large des côtes est et sud-est du pays, où huit tentatives de migration irrégulière ont échoué, a indiqué M. Jebabli. Le nombre de tentatives de migration clandestine ne cesse d'augmenter, au point qu'il ne se passe pas un jour sans que les autorités tunisiennes n'évoquent des tentatives menées à partir du littoral tunisien, long de plus de 1.300 kilomètres.



APPARTEMENTS

■ A louer appart RDC d'une maison de maître (2 pièces, cuisine, sdb et cour), neuf, a 45 Coopération El Maoulid, Canastel à proximité salle de sports, la forêt, Oran - 0552.32.47.54

■ Loue à Oran studio, Hai Yasmine - F4 AADL et vends F3 CNL - Tél : 0559.75.82.53 - 0551.25.30.54. visites uniquement les week-ends

■ Vends bel F3 refait au rdc surélevé + débarras + box voiture avec acte à Senia, face AADL ttes commodités, libre de suite - 0791.27.66.34 après 17h. S.V.P

■ Cherche F3, 80 m² et plus acte, 1er étage, propre dans endroit calme, prix raisonnable - Tél : 0774.13.68.60

■ Vends ou loue des apparts F2, F3, F4 et F5 luxe promotionnels, cuisine équipée, chauffage/C, chaudière placards, box de voiture à Fernand-ville, Millénium, cité Petit, wilaya - 0772.43.37.38/ 0555.89.91.04

■ A vendre F4, 1er étage 2 façades gd stand, appart modifié immeuble récent, sécurisé avec caméras surveillance, rue Bugaoud, à côté hôtel Tassilil, entre rue Khemisti et Front de Mer (hôtel Adef) C/V d'Oran - Tél : 0698.27.54.00

■ A louer F3, couloir, SDB, cuisine, loggia, balcon, ensoleillé, toute la journée, au 4e et dernier étage, à Yasmine I, cité AADL CNEP Oran + Studio F2 au rdc à St-Eugène Oran - Tél : 0771.36.25.87

■ Vends bel appart F4, 110 m² ensoleillé, bien situé, Front de mer, au 2ème étage avec 2 entrées, convient habitation ou Ste nationale ou privée / 0793.98.83.08 / 0560.19.41.25

■ Loue F3 à Belgaïd, 5e (3U) - F3 Yasmine, 5e (2U) - F3 Cité Lescure, 10e (2U) - F3 Cavai-gnac, 5e (2,5U) - F3 Akid Lotfi, 5e (3U) - F5 rue Mostaganem, 1er (4U) - F1 Miramar, 2e (2U) - AG ABDALLAH -041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■ A vendre appart 85 m² 5e étage - A vendre à Oran centre prix 950 négociable avenue Oujda - 0541.07.73.67

■ Loue F3 entrée individuelle, Millénium au rdc avec 2 cours, 105 m² (3,5 U/ CNL - F4, 2e étage pas loin de Karguentah (4U) - Villa Kerma (4U) - Ag ABDALLAH -041.38.62.87/0770.40.87.48

VILLAS

■ Vends villa R+1, sup 236 m², garage (3 voitures) cour, rdc 2 salons, cuisine, hall, salle de bains, 1er ,4 grandes pièces, terrasse. Adresse Hai Louz Misserghine, route mosquée offert 16 - Tél : 0555.94.82.76

■ A vendre villa de 3 étages, rdc, gd sal, hall, chambre, cuisine, sanitaires, garage 2 voit, 1er gd sal, 4 pces, sanitaires, 2e gd sal, chambre, terrasse, situé dans un quartier calme, à El Amria W. Ain Témouchent - 0772.16.56.20

EMPLOIS

■ Inst de beauté et Spa à Oran cherche : réceptionniste présentable et sérieuse et des employées (masseuses et des kinés femmes) avec formation gratuite pour les débutantes, travail en 2 groupes -Tél : 0542.90.17.93

■ Hôtel Turcki Ain El-Turck cherche réceptionniste, serveurs, femme de ménage gestionnaire en informatique contacter : 0541.59.12.63 / 0661.20.34.01

■ Société privée, à Oran, cherche secrétaire, niveau universitaire, maîtrise parfaite de l'anglais et outil informatique. Envoyer CV par email: emiratestayeb@gmail.com

■ Pressing à Oran centre et à Maraval cherche des employés (femmes et hommes) sérieux disponibles de suite - 0771.56.54.22

TERRAINS

■ Vente terrain à bâtir double façade de 1.440 m² à Bouâma (Cne de sidi Chahmi) acté + livret foncier, convient tous types de constructions - Tél : 0541.06.29.46

■ Vends lot de terrain 2 façades, à Tlemcen, Fedden Sbaa, sup. 133 m² - 0699.28.14.43

■ A vendre une ferme à Terga, Ain Témouchent 20 ha, actée + livret foncier, avec 2 puits, eau douce /électricité/étables pour vaches 800 m²/ maison de gardien/ des écuries pour chevaux + 5 ha d'oliviers - Tél : 0554.29.99.91/ 0791.19.66.64

■ Vends terrain 1.500 m² sur Boulevard, centre Ain El Turck 28 m façade, acté + livret foncier - Tél : 0656.05.02.61

■ A vendre parcelle de terre à vendre 35 ha à Mascara ; curieux s'abstenir Tel : 0541.07.73.67

LOCAUX

■ Vend/ ech, hôtel 600 m², inachevé 90%, avec 33 chambres + 3 appart + 2 locaux C.V contre villa ou appart gd standing promotionnelle + comp AG : 041.36.16.43 / 0552.58.43.72 HB AG : 04 rue Mohamed Khemisti Oran

DIVERS

■ Voulez-vous améliorer le niveau de vos enfants en maths, physique, sciences, cycle moyen et primaire : enseignante expérimentée donne des cours particuliers en petit groupe et prépare les classes d'examen, 4e AM et 5e AP (BEM 2023) - 0771.98.46.84

■ A louer licence de taxi à Oran, pour un an, 6.000 DA/mois contacter : 0667.23.34.14 - 0559.43.10.35

2

10.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.50 Météo 2
19.00 Journal 20h00
19.45 Un si grand soleil

20.10 Marianne



Série judiciaire - France - 2022
Saison 1 - Episode 1/6
- La loi du Far West
Avec Marilou Berry, Alexandre Steiger, Stéphane Pezerat, Denis Mpunga
À Toulon, Jimmy Valence est retrouvé pendu dans son restaurant saloon en tenue de cow-boy. Pour la juge d'instruction Marianne Vauban et le capitaine de police Raphaël Pastor, il s'agit d'un meurtre maquillé en suicide. En menant leurs investigations chez les amateurs de danse country, Vauban et Pastor suspectent plusieurs personnes du crime.

3

09.55 Outremer.le mag
13.00 Rex
15.15 Duels en familles, le match des régions
15.50 La p'tite librairie
16.00 Slam
16.45 Questions pour un champion
17.30 Le 18.30
18.30 19/20 : Journal national
19.20 Plus belle la vie
19.45 Tout le sport
20.05 Météo
20.10 L'épopée des vignerons

21.50 Elle s'appelait Grace Kelly



Depuis le palais de Monaco, Stéphane Bern propose de découvrir la vie de la star de Hollywood devenue princesse de Monaco. Son fils, le Prince Albert a accepté de dévoiler des films de famille, des photos. Ils montrent Grace Kelly comme on ne l'a jamais vue, si loin de son image officielle. Dans les premiers films privés tournés par son père en 1932, elle n'avait que trois ans. En 1952, devenue actrice de cinéma, elle tourne au Kenya avec Ava Gardner et donne la réplique à Clark Gable.

4

10.35 Chouette, pas chouette
12.00 C'est toujours pas sorcier
13.10 Moi à ton âge
14.25 Angelo la débrouille
15.30 Ninjago
16.10 Angelo la débrouille
17.05 Oscar & Malika toujours en retard
17.50 Les as de la jungle à la rescousse
19.25 Culturebox l'émission

20.10 Feu! Chatterton au Zénith de Paris



Pop «baroque», lyrisme sombre et romantique, références littéraires et poétiques, voilà une dizaine d'années que le groupe Feu ! Chatterton enchante le paysage musical français. Au programme : concert de ce quintet amateur de poésie, inscrit dans une tradition musicale très française, au Zénith de Paris.
22.30 Last Train au Halle Verrière

5

10.10 Bébé babouin et son drôle de clan
11.05 Les dernières heures de Pompéi
11.59 Imprévus
12.00 Une maison, une légende
12.40 Le magazine de la santé
13.40 Chine sauvage
14.35 Au bout c'est la mer
15.30 Des trains pas comme les autres
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
20.00 La grande librairie
21.30 C ce soir

arte

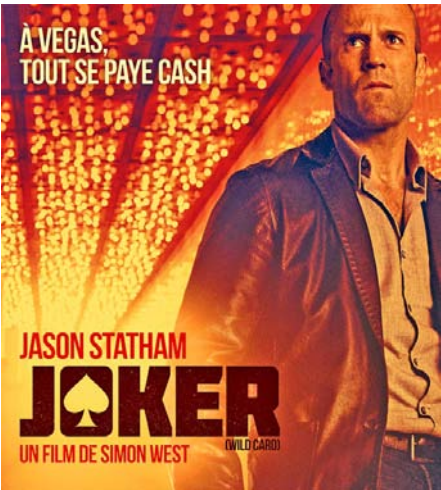
10.30 Le Nicaragua : entre volcans, lacs et mers
11.15 Le Honduras : entre forêt tropicale et plages
12.00 Arte Regards
14.45 Malawi : Bouddha en Afrique
15.40 L'Afrique sauvage en quatre saisons
16.25 Invitation au voyage
18.00 Associations de bienfaiteurs
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 La villa
21.40 Le mythe de la mère parfaite

TF1

08.30 Newport Beach
13.00 Doctor Who
17.25 Un gars, une fille
20.10 Doctor Who

C8

10.58 Touche pas à mon poste !
11.36 Sélection C8
11.45 William à midi
13.08 Inspecteur Barnaby
17.09 Le 6 à 7 avec Casta
18.15 TPMP : Le before
19.38 Touche pas à mon poste !
20.15 Mongeville



RTL9

19.55

JOKER

Film d'action - Etats-Unis - 2015
Avec Jason Statham, Michael Angarano, Stanley Tucci, Sofia Vergara
A Las Vegas, Nick Wild, joueur compulsif, loue ses muscles au plus offrant. Il est notamment contacté par Cyrus Kinnick, riche héritier, qui a besoin d'un garde du corps pour naviguer dans la cité du jeu. Pendant ce temps, Holly, une amie, se retrouve gravement défigurée après avoir frayé avec Danny DeMarco, fils d'un mafieux et personnage particulièrement violent. La jeune femme raconte son histoire à Nick, qui décide de la venger.

CINE + PREMIER

19.50

GODZILLA VS. KONG



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2021
Avec Alexander Skarsgard, Shun Oguri, Millie Bobby Brown, Rebecca Hall
Cinq ans après une bataille épique, Godzilla et King Kong sont les deux grands monstres qui résident désormais sur Terre. Sur l'île de Skull Island, Kong, surveillé par la société Monarch, se sent de plus en plus à l'étroit, et tente de briser le dôme qui l'isole du monde extérieur, suscitant l'inquiétude des scientifiques qui l'observent, parmi lesquels Ilene Andrews.

CINE + FRISSE

19.50

L'ARME FATALE



Film policier - Etats-Unis - 1987
Avec Mel Gibson, Danny Glover, Gary Busey, Mitch Ryan, Tom Atkins
Martin Riggs, un vétéran du Vietnam devenu policier à Los Angeles, est sujet à des accès de violence depuis la mort de son épouse. Il est considéré comme une tête brûlée par ses pairs. Sa hiérarchie décide de lui adjoindre un nouveau partenaire, l'expérimenté Roger Murtaugh, proche de la retraite. Tous deux sont chargés d'enquêter sur la mort suspecte d'Amanda, une jeune toxicomane, fille d'un ancien compagnon d'armes de Murtaugh.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Good Doctor



10.00 Les Feux de l'amour
10.50 Les douze coups de midi
12.00 Journal
12.50 Météo
12.55 La princesse et le bodyguard
14.40 Un amour inévitable
16.30 Familles nombreuses : la vie en XXL
17.30 Ici tout commence
18.10 Demain nous appartient
18.55 Météo
19.00 Journal

Série hospitalière - Etats-Unis - 2021

Saison 5 - Le prix de la guérison
Avec Szatmári Attila, Fiona Gubelmann, Will Yun Lee, Christina Chang
L'hôpital continue de s'adapter aux changements imposés par Salen. Angoissé par ces évolutions, Shaun se concentre sur la préparation des cartons d'invitation pour son mariage. Mais au moment de les poster, Lea se ravise sur celle destinée à Marcie, la mère de Shaun, que ce dernier n'a pas vu depuis l'enterrement de son père...

6

09.05 Ça peut vous arriver
10.35 Ça peut vous arriver chez vous
11.45 Le 12.45
12.20 L'œil de Philippe Caverivière
12.40 Scènes de ménages
13.00 Un jour, un doc
15.20 Les reines du shopping
17.40 Objectif Top Chef
18.45 Le 19.45
19.30 Scènes de ménages

20.10 Le meilleur pâtissier



Saison 11 - Embarquement immédiat
Présenté par Marie Portolano, Cyril Lignac, Mercotte

En cette nouvelle saison, ce ne sont pas moins de 16 candidats qui s'alignent au départ. Pour cette première bataille, ils devront se séparer en deux groupes et choisir un univers, Chocoland ou royaume des fruits. Chacun devra alors créer une pâtisserie à son image pour espérer rester dans la compétition. Seuls quatre participants gagneront leur ticket dans chacun des univers.
22.40 Le meilleur pâtissier : la cuisine secrète

CANAL+

20.00 Ligue des champions



- Tottenham / Marseille
Découvrez les plus belles affiches de la prestigieuse Ligue des Champions, compétition européenne de football organisée par l'U.E.F.A.. C'est la compétition de clubs la plus célèbre dans le monde, fondée en 1955. Chaque année 32 équipes se battent pour devenir la meilleure équipe en Europe.
21.56 Canal Champions Club le debrief
22.53 La méthode Williams

PLANETE +

08.38 Dans les secrets des SAS
09.28 Histoire des services secrets français
11.22 Ingénieurs de l'Antiquité
13.13 Les Présidents et l'humour
14.31 Révolutions : les inventions qui ont changé le monde
16.26 Faites entrer l'accusé
18.15 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 La reine et les présidents
21.18 Faites entrer l'accusé
22.55 D-day, histoires de soldats

TFX

08.40 Mamans & célèbres
10.50 Clap !
11.20 Super Nanny



15.00 Mamans & célèbres
17.00 La bataille des clans
19.00 Friends
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Cleaners les experts du ménage

W9

08.00 W9 Hits
09.50 HDM : L'hébo de la musique
10.50 Le hit W9
11.45 Météo
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
17.50 Les cinquante
20.00 Météo
20.05 Les 20 chansons de Céline Dion préférées des Français
22.00 Les 20 tubes des années 90 préférés des Français

Moscou accuse Kiev de nouveaux bombardements d'une centrale nucléaire



Le ministère russe de la Défense a accusé mardi l'armée ukrainienne de nouveaux bombardements de la centrale nucléaire de Zaporijjia, au moment où l'AIEA doit rendre public son rapport très attendu sur la situation sur le site.

Depuis des semaines, la confusion règne autour de cette centrale nucléaire, la plus grande d'Europe, située dans le sud de l'Ukraine et occupée depuis mars par les soldats russes. Son site a été touché par de multiples bombardements pour lesquels Kiev et Moscou se rejettent la faute, s'accusant mutuellement de risquer de provoquer une catastrophe nucléaire.

"Au cours des dernières 24 heures, les forces armées ukrainiennes ont tiré à 15 reprises à l'artillerie sur la ville d'Energodar et sur le territoire de la centrale nucléaire de Zaporijjia", a affirmé le ministère russe de la Défense dans un message sur Telegram. Selon lui, trois obus sont tombés sur le terrain de la centrale, l'un d'entre eux ayant explosé près des réservoirs de stockage d'eau à proximité du deuxième réacteur.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Burkina: 35 civils tués dans l'explosion d'un engin artisanal



At moins 35 civils ont été tués et 37 autres blessés lundi lors de l'explosion d'un engin artisanal au passage d'un convoi de ravitaillement dans le nord du Burkina Faso, entre Djibo et Bourzanga, a indiqué le gouverneur de la région du Sahel. "Un des véhicules transportant des civils dans ledit convoi a explosé au contact d'un engin explosif improvisé.

Le bilan provisoire à 17H00 (GMT et locales) fait état de 35 morts et 37 blessés, tous civils", indique le communiqué du gouverneur, le lieutenant-colonel Rodolphe Sorgho. Ces convois, escortés par l'armée, ravitaillent des villes du nord soumises à un blocus de groupes terroristes. "Les éléments de l'escorte ont rapidement sécurisé le périmètre et pris des mesures pour porter assistan-

ce aux victimes. Les blessés ont été pris en charge et les cas difficiles évacués vers des structures appropriées", poursuit le communiqué qui indique que le convoi quittait le nord du pays pour aller vers la capitale Ouagadougou. "Le convoi de ravitaillement était composé de conducteurs civils et des commerçants", a indiqué une source sécuritaire, citée par l'agence AFP.

Crise énergétique : «L'Europe récolte ce qu'elle a semé»



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a imputé mardi la crise énergétique en Europe aux sanctions prises contre la Russie, reprenant à son compte un argument du Kremlin. "L'Europe récolte ce qu'elle a semé. L'attitude de l'Europe envers M. Poutine et les sanctions l'ont conduit, qu'on le veuille ou non, à dire : +Si vous faites comme cela, je ferai ceci+", a affirmé le chef de l'Etat turc

lors d'une conférence de presse à Ankara.

"Poutine utilise tous les moyens et les armes en sa possession, en premier lieu desquels le gaz naturel. Nous ne le souhaitons pas, mais je pense que l'Europe connaîtra de sérieux problèmes cet hiver", a-t-il ajouté, affirmant que la Turquie ne rencontrera pas, elle, "de tels problèmes". Le Kremlin avait assuré lundi que l'arrêt des livraisons de gaz rus-

se vers l'Allemagne via le gazoduc stratégique Nord Stream était de la seule faute des Occidentaux, leurs sanctions empêchant, selon Moscou, la maintenance des infrastructures gazières. "Les problèmes de pompage (de gaz) sont apparus à cause des sanctions des Etats occidentaux. Il n'y a aucune autre raison à ces problèmes", a affirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Nigeria: noyade d'une centaine de terroristes fuyant une offensive

Une centaine de terroristes sont morts noyés ces derniers jours dans une rivière du nord-est du Nigeria alors qu'ils tentaient de fuir une offensive militaire, ont déclaré des sources sécuritaires et des résidents. Selon ces sources, les militaires nigériens ont lancé la semaine dernière une offensive terrestre et aérienne pour déloger les terroristes de plusieurs villages situés le long de la rivière Yezaram.

Dépassés, les terroristes se sont alors jetés dans la rivière dans l'espoir de fuir, mais beaucoup sont morts noyés. La rivière Yezaram se situe dans l'Etat du Borno, près de la forêt de Sambisa, principal repaire du groupe terroriste Boko Haram et du groupe autoproclamé Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap).

Jeudi et vendredi, "plus de 100 terroristes sont morts, la plupart par noyade en essayant de traverser la rivière agitée", a affirmé un officier militaire de haut-rang. "Nos soldats ont pulvérisé les terroristes avec des attaques aériennes et terrestres, les forçant à abandonner leurs positions", a ajouté l'officier. Quatre militaires nigériens sont morts au cours de l'offensive, a-t-il précisé.

Yémen : 27 morts dans une attaque dans le Sud



Vingt et un combattants séparatistes et six membres d'Al-Qaïda ont été tués mardi dans une attaque du groupe terroriste dans le sud du Yémen, ont indiqué des sources gouvernementales et de sécurité à l'AFP. Selon ces sources, les combattants d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) ont attaqué des positions des forces séparatistes sudistes de la "Ceinture de sécurité" dans le gouvernorat d'Abyan. Les combats, qui ont duré environ trois heures, "ont fait 21 morts parmi les militaires, dont un officier, et 6 parmi les combattants d'Al-Qaïda", a affirmé un responsable gouvernemental. Les Houthis contrôlent la capitale Sanaa et de larges pans du territoire dans le nord et l'ouest du pays. Mais le camp anti-Houthis comprend des forces hétéroclites, comme ces combattants séparatistes visés mardi. Ils appartiennent à la force dite "Ceinture de sécurité", entraînée et équipée par les Emirats arabes unis, un pilier de la coalition. Ils aspirent à créer un Yémen du Sud indépendant, comme il l'était jusqu'en 1990.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

FEMME D'AUJOURD'HUI

La Grande-Bretagne a depuis quelques heures une femme Première ministre. C'est la troisième cheftaine de la politique britannique de son histoire après Margaret Thatcher surnommée la dame de fer. Aujourd'hui, le surnom a une consonance euphémique, un tantinet dépassé car la politique, la gouvernance et un pan entier de la gestion du monde passent lentement et sûrement entre les mains de la femme et le fer qu'on attribue non sans une pointe de misogynie à quelques gents féminines change de registre.

Vingt neuf femmes sont cheffes d'Etat ou Premières ministres dans le monde. Quatre sont présidentes, huit Premières ministres, quatre en Amérique et quatre autres en Afrique. En Finlande, la totalité du gouvernement est féminine. La

symbolique du 8 mars devient dérisoire pince-sans-rire et il n'est pas écarté que l'on s'achemine vers l'institution d'une journée internationale de l'homme. Le superficiel croisé hâtif des déconsidérations entre les deux sexes n'est pas du tout de circonstance. La mue remarquable de l'évolution des êtres et du monde démontre qu'une révolution civilisationnelle s'opère en douceur grâce à la phénoménale patience de la femme et sa formidable ténacité.

Elle est devenue majoritaire dans le marché du travail international, dans les universités et dans les écoles pour décolorer des statuts que l'on croyait figés pour l'éternité presque pour

donner un nouveau sens à la responsabilité humaine. Il n'est pas faux de déduire que quelque part l'homme s'est laissé conduire vers une énigmatique démission, trop attaché qu'il était à son profil de prépondérance de façade alors que la résolution et la décision ont toujours été les attributs de la femme. Un jour, il faudra bien décortiquer avec sagesse et en profondeur le phénomène des mariages et des unions des hommes entre eux qui s'étend de plus en plus dans les sociétés occidentales pour en connaître les véritables tenants. Sans porter en aucune façon grief aux hommes, il n'est pas à écarter que la mise en avant de l'émancipation et la liberté individuelle ne soit étalée sur un présentoir non convaincant.

On saura ce qu'être femme veut dire aujourd'hui.